

## **TABLES DES MATIERES**

I.	INTRODUCTION .....	2
II	PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE RURALE.....	4
2.1	Situation géographique.....	4
2.2	Relief et sols.....	4
2.3	Climat.....	4
2.4	Végétation et faune .....	5
2.5	Ressources en eau .....	5
III.	DONNEES HUMAINES.....	7
3.1	Evolution démographique.....	7
3.2	Migration et phénomènes d'exode.....	7
IV.	BILAN DIAGNOSTIC DE LA COMMUNAUTE RURALE .....	8
4.1	Organisation et Fonctionnement de la Communauté Rurale .....	8
4.2	Analyse sociale .....	10
4.3	Dynamique organisationnelle ou associative .....	10
4.4	Infrastructures et équipements.....	15
4.5	Les systèmes productifs .....	18
4.5.1	Le système agricole .....	18
4.5.2	Le système pastoral .....	20
4.5.3	Le système d'exploitation forestière .....	21
4.5.4	Les autres systèmes productifs.....	21
4.6	Environnement.....	22
4.7	Activités socio-éducatives .....	22
4.8	Santé et Hygiène publique .....	23
4.9	Activités socio-culturelles .....	23
V.	SYNTHESE DU DIAGNOSTIC .....	24
5.1	Synthèse des potentialités de la CR .....	24
5.2	Contraintes et solutions .....	25
VI.	AXES PRIORITAIRES DE DEVELOPPEMENT.....	31
VII.	PLANIFICATION DES AXES PRIORITAIRES DE DEVELOPPEMENT.....	35
7.1	Problématique des sous-projets.....	35
7.2	Définition des sous-projets.....	35
7.3	Tableau des sous projets communautaires.....	36

## **I. INTRODUCTION**

### **1.1 Contexte et objectifs**

Le Gouvernement du Sénégal (GOS) a bénéficié d'un financement de la Banque Mondiale pour la mise en œuvre du Programme National d'Infrastructures Rurales (P.N.I.R.) dont l'objectif est de contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie des populations en milieu rural par le financement d'infrastructures communautaires.

L'intervention du Programme National d'Infrastructures Rurales dans la Communauté Rurale de Lambaye repose sur un processus participatif de recherche et de planification et surtout d'appropriation par les populations et autres acteurs locaux des mécanismes de mise en œuvre du programme.

C'est pourquoi, l'option prise pour l'élaboration du Plan Local de Développement (PLD) de la Communauté Rurale passe nécessairement par la réalisation d'un diagnostic participatif (DP) au niveau de ladite Communauté Rurale.

La mission consistait à analyser avec les populations le fonctionnement des systèmes productifs et environnementaux, d'identifier les contraintes et d'envisager les solutions et les axes prioritaires d'intervention du PNIR.

### **1.2 Méthodologie de mise en œuvre**

#### **i. Zonage**

Le zonage du terroir de la CR de Lambaye a été effectué par le conseil rural lors d'un atelier tenu le Jeudi 04 juillet 2002 au siège de la CR sous la présidence du Président de la CR et en présence des agents techniques du CERP et autres personnes ressources. De l'application des principaux critères retenus que sont : (1) l'entente et la sociabilité, (2) la disposition des infrastructures communautaires et, (3) les potentialités, il est une subdivision de la CR en 6 zones. De fait, c'est pratiquement le zonage élaboré dans le cadre du Projet Elargi de Lutte contre la Pauvreté qui a été reconduit (cf annexe)

#### **ii. Formation en diagnostic participatif**

A l'issue du zonage, un séminaire de formation de trois (03) jours sur la méthodologie de réalisation d'un DP a été tenu à Diourbel du jeudi 18 au samedi 20 juillet 2002.

Au cours de ce atelier qui a concerné en même temps les équipes des autres CR (Tocky Gare, Ngohé, Keur Samba Kane et Thiakhar), divers aspects ont été passés en revue dont :

- la démarche participative,
- les outils de diagnostic,
- le plan d'élaboration du PLD.

iii. Mise en œuvre du diagnostic participatif

Le diagnostic participatif a été effectué du dimanche 21 au mercredi 31 juillet 2002 et a concerné l'ensemble des six (6) zones. Ce diagnostic conduit par une équipe pluridisciplinaire s'est appuyé sur le guide d'entretien qui a été élaboré à l'issue de la formation. Il prenait en compte les aspects liés à :

- la dynamique organisationnelle, à travers une bonne identification des organisations communautaires de base et autres structures d'appui, leurs conditions d'émergence, leur mode de fonctionnement, les mécanismes de gestion et, les relations avec les autres acteurs institutionnels,
- l'analyse de l'état des infrastructures de base, leur mode de gestion, leur fonctionnalité, le niveau d'accès aux services et l'aptitude de ces infrastructures à répondre aux besoins des populations,
- l'analyse des différents systèmes productifs,
- l'analyse des activités socio-éducatives, socio-sanitaires et socioculturelles.

Cette démarche a permis aux populations de ressortir les principales contraintes d'analyser leurs causes et conséquences, d'envisager les solutions et de dégager des axes prioritaires de développement et d'intervention.

## II PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE RURALE

### 2.1 Situation géographique

La Communauté Rurale (CR) de Lambaye est située dans l'Arrondissement du même nom. Elle couvre une superficie de 157 km<sup>2</sup> ; soit 28,5% de l'Arrondissement et, est limitée au Nord par l'Arrondissement de Baba Garage, au Sud par la CR de Ngogom, à l'Est par la CR de Gawane et à l'Ouest par la CR de Réfane.

### 2.2 Relief et sols

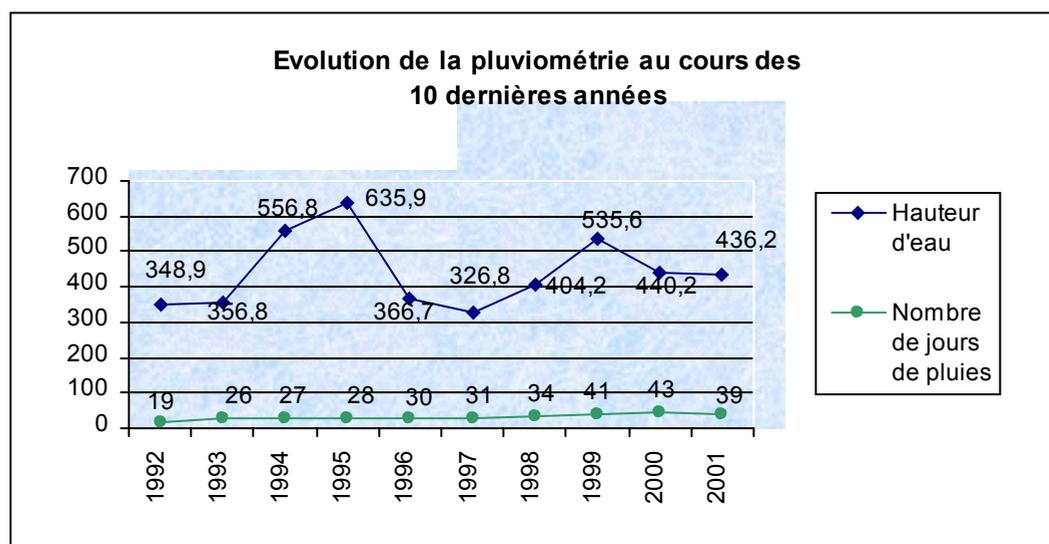
Le relief est caractérisé par une topographie plane à l'image du reste de la région de Diourbel à l'exception de rares bas fonds correspond quelquefois d'anciennes vallées actuellement ensablées. On distingue deux types de sols :

- Les sols ferrugineux tropicaux lessivés (Diors) qui occupent 85% de la superficie de la CR. Ce sont des sols caractérisés par une fertilité faible et une capacité de rétention de l'eau très réduite. Ils sont sensibles à l'érosion qui est l'un des facteurs de dégradation et d'appauvrissement,
- Les sols ferrugineux tropicaux peu lessivés (Deck-diors) ou l'on cultive principalement le mil et le sorgho. Ils occupent 14% de la CR,
- Alors que les sols ferrugineux tropicaux non lessivés représentent 1% de la superficie de la CR.

### 2.3 Climat

Il est de type sahélo-soudanien, caractérisé par :

- Une saison sèche de neuf (09) mois (octobre à juin), pendant laquelle s'installe l'alizé continental appelé harmattan avec une température de l'ordre de 40°C au mois de mars-avril,
- Une saison pluvieuse de trois (03) mois (juillet à septembre) marquée par la présence de la mousson.



La pluviométrie est caractérisée par sa mauvaise répartition dans le temps et dans l'espace avec des maxima atteignant rarement 600 mm par an. En somme, la faible pluviosité traduit la persistance de la sécheresse dont les effets néfastes affectent le développement des activités agropastorales.

## **2.4 Végétation et faune**

### **2.4.1 ressources végétales**

sur l'étendue de la CR, les ressources végétales sont quasi inexistantes et sont caractéristiques d'une steppe arbustive fortement dégradée suite aux défrichements abusifs et à la récession climatique des dernières années. Le peuplement végétal est composé d'espèces arborées telles que *Adansonia digitata* (Gouye), *Tamarindus indica* (Dakkhar), *Acacia albida* (Kaad), *Balanites aegyptiaca* (Soump) et arbustives dont *Guiera senegalensis* (Nguer), *Combretum micranthum* (Sékhaw), *Euphorbia balsamifera* (Salaane), *Acacia adansoni* (Neb neb Ouoloff).

L'état des ressources naturelles met en évidence une tendance irréversible de dégradation du couvert végétal qui s'apprécie aisément dans le cadre d'une évolution bioclimatique marquée d'une part par un stress hydrique dont la persistance compromet le développement de la biodiversité et d'autre part par des pratiques culturales peu respectueuses des équilibres écosystémiques.

Aujourd'hui, bon nombre d'espèces qui composées le peuplement végétal ont disparu ou n'existent qu'en des endroits où des activités de restauration et de gestion des ressources naturelles sont mises en œuvre.

La faiblesse de la diversité végétale montre aisément le rôle déterminant de la sécheresse et des coupes abusives d'arbres pour des besoins de cultures et de bois.

### **2.4.2 ressources faunistiques**

Comme dans tout le bassin arachidier, les ressources faunistiques s'illustrent par leur inexistence du moins par leur faible importance. La dégradation des écosystèmes naturels a favorisé la disparition de certaines espèces faunistiques et l'apparition d'une faune essentiellement composée de reptiles, de chacals, d'écureuils, de rats palmistes, de lièvres et de chats sauvages. A cette petite faune s'ajoutent les oiseaux, dont principalement les mange-mil, les tourterelles, les perdrix, des calaos et des charognards. Avec l'ensablement des vallées suite à la sécheresse, il n'existe plus de faune aquatique.

## **2.5 Ressources en eau**

### **2.5.1 Eaux de surface**

Il n'existe pas de cours d'eau dans la CR de Lambaye. Les eaux de surface sont constituées essentiellement de rares bas fonds inondables en saison des pluies. Ces mares et marigots qui sont des abreuvoirs naturels tarissent le plus souvent un (1) à deux (2) mois après la saison des pluies.

### 2.5.2 Eaux souterraines

Du point de vue hydrogéologique, le potentiel en eau est variable selon la typologie de la nappe. La nappe phréatique dont la profondeur varie entre 36 et 70 m est caractérisée par sa baisse suite à la péjoration climatique. Cette profondeur de la nappe qui accentue celle des puits qui sont le plus captés à partir de la nappe phréatique pose le problème de l'eau au niveau de la CR.

Quant à la nappe maestrichienne, elle constitue la source des forages implantés dans la CR.

### **III. DONNEES HUMAINES**

#### **3.1 Evolution démographique**

Dans la CR de Lambaye, les données démographiques disponibles proviennent des recensements administratifs. D'après le Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 1988, la CR de Lambaye comptait 22 568 habitants inégalement répartis sur une superficie de 157 km<sup>2</sup> soit 144 habitants au km<sup>2</sup>. Avec le recensement administratif de 1998-1999, la population était de 21 425 habitants soit une baisse de 5,1% en 10 ans. Cette situation est liée sans doute aux fortes dépressions démographiques notées chez les jeunes. Dépressions dues à l'importance des flux migratoires.

La structure de la population par âge met en évidence le caractère jeune de cette population avec 95% de la population ayant un âge compris entre 0 et 59 (dont 52,4% pour les hommes et 42,6% pour les femmes). Alors que par sexe, ce sont les hommes qui prédominent avec 50,9% contre 49,1% pour les femmes.

L'analyse démographique de la population montre un net déséquilibre du sex ratio en faveur des hommes. La prédominance du genre masculin tient sans doute à la forte mortalité maternelle et infanto-juvénile notées chez les jeunes filles du fait notamment des conditions de vie difficiles accentuées par le déficit de sensibilisation sur les aspects sanitaires relatifs aux consultations prénatales.

L'importance de la population juvénile pose le problème de disponibilité des investissements démographiques dans le court et moyen termes et de mise en œuvre de politiques de développement cohérentes susceptibles de réduire les inégalités et d'améliorer les conditions de vie des populations en général et des femmes en particulier.

#### **3.2 Migration et phénomènes d'exode**

La CR de Lambaye a de tout temps été un important foyer d'émigration du fait du rétrécissement des espèces agricoles utiles, de la baisse des productions agricoles suite à la péjoration climatique et concomitamment à la forte emprise du processus de paupérisation dont l'incidence se traduit par une faible accessibilité aux services socio-sanitaires et socio-économiques. Cette situation de précarité sociale fait que les hommes vont chercher du travail dans les grands centres urbains comme Dakar et Touba.

#### IV. BILAN DIAGNOSTIC DE LA COMMUNAUTE RURALE

Depuis 1997, l'Etat du Sénégal a parachevé la politique de décentralisation initiée depuis l'indépendance. Ainsi, avec l'avènement de la loi 96-06 de mars 1996 et la loi 96-07 de mars 1996, la CR est devenue une collectivité locale, personne morale de droit public, dotée de l'autonomie financière. Elle a pour mission la conception, la programmation et la mise en œuvre des actions de développement économique, éducatif, social et culturel. Précisément, ce transfert de compétences vise à mettre en place au sein des collectivités locales :

- Un dispositif décentralisé d'appui à la maîtrise d'ouvrage destiné à renforcer les compétences des collectivités décentralisées (communautés rurales, conseils régionaux et conseils municipaux) en matière de planification, de financement et de mise en œuvre de programmes d'investissements cohérents avec le concours de prestataires de services locaux ;
- Un outil de financement destiné à soutenir les investissements initiés par les communautés rurales (individuels ou collectivement) dans le cadre d'actions ou d'initiatives utiles au développement local et régional.

##### 4.1 Organisation et Fonctionnement de la Communauté Rurale

Pour mieux organiser et piloter le développement de la communauté rurale, de façon harmonieuse, durable et participative, au travers d'actions de développement et de mécanismes d'investissement qui s'inscrivent dans les 9 domaines de compétences qui leur ont été transférés dans le cadre de la décentralisation le fonctionnement de la CR repose sur deux (02) organes : le Conseil rural et le bureau exécutif.

##### 4.1.1 Organisation

###### 4.1.1.1 le Conseil Rural

Le Conseil Rural ou instance de délibération est composé de trente deux (32) membres élus au suffrage universel pour un mandat de cinq (05) ans. Conformément à l'article 195 du Code des Collectivités Locales et à la loi 96.07 portant transfert de compétences, le conseil rural délibère dans les domaines de compétence qui lui sont transférés. Les réunions de délibération du Conseil se tiennent obligatoirement au niveau du siège de la communauté rurale.

Pour faciliter le travail qui lui est dévolu et impliquer un grand nombre de conseillers dans la gestion des affaires locales, le conseil rural a créé en son sein six (6) commissions techniques :

- **la Commission Domaniale** : chargée de la gestion des litiges fonciers avec l'appui du CR. En présence de conflits, elle effectue des descentes sur le terrain pour mieux appréhender la nature du conflit et fait des propositions au Conseil Rural qui approuve ou désapprouve.

- **la Commission chargée de la coopération décentralisée** : ayant pour mission de faire la prospection et de rechercher des partenaires au développement.
- **La Commission Santé et Hygiène publique**: qui a pour missions de cibler les zones ou villages qui nécessitent des infrastructures sanitaires.
- **La Commission de l'environnement**: chargée des questions d'environnement.
- **la Commission Sport, Loisir et Culture**: chargée d'identifier les sites historiques pouvant être classés dans le patrimoine culturel national.
- **la Commission de l'Education et de la formation**: chargée des aspects éducatifs et de la formation. Elle a pour mission aussi de rechercher des partenaires dans le cadre des activités de formation.

#### 4.1.1.2 le bureau exécutif

Le Conseil rural a élu en son sein un bureau exécutif composé de trois membres : le Président du conseil rural (PCR) et ses deux (02) vice-présidents élus par leurs pairs. Leur mandat coïncide avec celui du Conseil rural. Le Président de la communauté rurale est le représentant de l'Etat dans sa circonscription et l'organe exécutif de la communauté rurale. A ces titres, le PCR agit sur deux registres :

- Il a la charge de la publication et de l'exécution des lois et règlements (sous l'autorité du Sous-Préfet), il assure l'exécution des mesures de police administrative et des décisions prises par l'autorité administrative et la tenue de l'état civil du centre secondaire.
- Au titre d'organe exécutif de la CR, le bureau exécute les délibérations, sous forme de décisions générales ou individuelles. En tant qu'ordonnateur du budget de la CR, il assume la gestion du cycle budgétaire (préparation, ordonnancement des dépenses, exécution des recettes), la direction des travaux et passation des marchés selon les lois et règlements, l'administration et la conservation des propriétés de la CR.

#### 4.1.2 Fonctionnement

En ce qui concerne les activités du conseil rural, elles tournent essentiellement autour de la gestion du budget et du domaine foncier malgré l'existence de commissions chargées de tous les aspects économiques, sociaux et environnementaux. Alors que, les réalisations concernent prioritairement les infrastructures socio-sanitaires (cases de santé et maternités rurales) et socio-éducatives (maison communautaire, foyers des jeunes, etc.).

Par rapport à la gestion du budget, les recettes de la CR proviennent en général et pour une large part des taxes rurales avec un montant de près de 3,5 millions FCFA, des parts d'amendes et des droits de marchés qui constituent pratiquement les seules recettes de la CR. La faiblesse du montant recouvré sur les taxes rurales

comparée à la population imposable est à lier avec les réticences des populations qui dans leur majorité estiment que les investissements ne sont pas encore orientés vers les projets productifs susceptibles d'améliorer les conditions de vie des populations.

Quant au partenariat, la CR de Lambaye dispose d'un réseau étoffé de partenaires dont notamment le PELCP, l'ANCAR, le PAGF, le PNIR, etc. Malgré la présence de ces partenaires, il apparaît que le Conseil Rural est confronté à des difficultés relatives à la vétusté des locaux du CR, au manque d'équipement et au manque de formation des conseillers en gestion financière, en gestion de projets et en gestion des collectivités locales.

## **4.2 Analyse sociale**

L'analyse sociale met en évidence l'existence d'une forte dynamique sociale malgré l'existence de différentes couches sociales, politiques, religieuses ou ethniques.

Ces diversités pour peu qu'elles soient et doublé par l'existence de castes créent des relations de cousinage entre les populations en général et entre notamment les Peuls, les forgerons et les cordonniers ; si ce n'est entre les Peulhs et les Sérères.

Et mieux encore, le processus de prise de décision repose sur le consensus et impliquent toutes les couches en présence. La primauté revient à l'intérêt général.

## **4.3 Dynamique organisationnelle ou associative**

La dynamique organisationnelle dans la CR de Lambaye connaît plus que jamais une éclosion et intéresse tous les villages. Cette répartition spéciale quasi équitable renforce la motivation et l'engagement des bénéficiaires des organisations communautaires de base en l'occurrence les Groupements d'Intérêt Economique (GIE) et les Groupements de Promotion Féminine (GPF).

### **4.3.1 les Organisations Communautaires de Base (OCB)**

#### **4.3.1.1 *Les Groupements de Promotion Féminine***

La CR de Lambaye compte 33 GPF. Dans pratiquement chaque village, nous notons l'existence d'un GPF qui regroupe la quasi-totalité des femmes du village. Ces groupements dont l'éclosion résulte de la précarité sociale des femmes. Aujourd'hui dans un contexte marqué par un changement institutionnel, la tendance de ces espèces de solidarité et d'entraide est de se mouvoir en Groupement d'Intérêt Economique (GIE) du fait principalement de leur dynamisme et des avantages liés à la présence de projets et structures d'appui opérant dans la zone.

Toutefois, ces groupements sont plus que jamais confrontés à des difficultés relatives au manque de formation, à la précarité de leurs activités du fait de la faiblesse des moyens matériels et financiers.

Comme dans toutes les autres organisations communautaires, le choix des leaders est le consensus et repose sur des critères de probité morale, de disponibilité et d'engagement.

#### 4.3.1.2 *Les Groupements d'Intérêt Economique*

Ils sont au nombre de 46 sur l'étendue de la CR. Le foisonnement de ces types d'organisation tient plus à la volonté de trouver des partenaires financiers qu'à la dynamique organisationnelle notée dans cette CR. L'émergence de ces groupements est à situer dans le contexte général de sous-emploi des jeunes et pauvreté induite par la mise en œuvre et l'application des programmes de relance macro-économiques. De plus en plus les associations de jeunes et de femmes se constituent en GIE pour capitaliser et augmenter leurs capacités techniques et financières.

#### 4.3.1.3 *Les Comités de Santé*

ils sont au nombre de six (6) dont trois pour les postes de santé et autant pour les cases de santé. Ces comités de santé sont gérés par un bureau exécutif classique (Président, Vice-Président, Trésorier, Secrétaire Général et Commissaires aux comptes). Ils assurent la gestion des recettes (vente de médicaments, de tickets) et des dépenses de fonctionnement (achat de médicaments pour les dépôts, indemnités des auxiliaires et des dépositaires). Ces comités sont composés de membres provenant des différents villages polarisés par l'infrastructure.

#### 4.3.1.4 *Les Comités de Gestion de Forages*

sur l'étendue de la CR de Lambaye, nous avons noté l'existence de trois (3) comités de forage. Ce sont des structures fédératives villageoises qui sont chargées de la gestion administrative, technique et financière ainsi que de l'entretien des infrastructures.

Toutefois, il est à signaler que ces comités sont confrontés tout de même à des contraintes tenant à un manque ou déficit de formation en gestion.

#### 4.3.1.5 *Les Associations Sportives et Culturelles*

Elles existent dans tous les villages et mènent le plus souvent des activités sociales en plus des activités classiques sportives et culturelles. Toutefois, les importantes dépressions démographiques observées chez les jeunes rendent difficiles voire freinent le dynamisme des jeunes qui sont supposés être les vecteurs du développement à la base.

#### 4.3.1.7 *Les Dahiras*

Ce sont des organisations qui mobilisent toutes les couches sociales des villages où existent au moins un (1) Dahira. Ce sont des groupements à vocation religieuse qui se singularisent par les importantes capacités de mobilisation financière.

En somme, l'analyse de la dynamique organisationnelle et/ou associative révèle l'existence d'une foison d'OCB. Par ailleurs, il était rare de voir les hommes s'impliquaient dans les activités d'économie sociale. Mais avec l'obtention

progressive de résultats positifs dans les activités génératrices de revenus telles que l'embouche, le commerce et le crédit revolving chez les jeunes et les femmes et l'apport financier des partenaires extérieurs notamment le PELCP, le PAGF2, l'ANCAR et l'APDJ surtout dans la micro-finance, nous assistons au mixage dans ce secteur.

#### 4.3.2 les structures d'appui au développement

##### 4.3.2.1 *l'Alliance de Crédit et d'Epargne pour la Production (ACEP)*

L'ACEP est une mutuelle de crédit et d'Epargne. La création de cette structure en 1998, résulte du contexte de marasme économique engendré par les politiques d'ajustement structurel des années 80-90.

L'objectif visé était de faciliter l'accès aux crédits aux populations en général et aux producteurs en particulier afin, de lutter contre le sous-emploi des jeunes et la précarité sociale grâce à l'augmentation des revenus des populations.

Les cibles concernent l'ensemble des populations de la région de Diourbel dont les activités visent à asseoir un développement local durable. Les domaines d'intervention sont donc, l'ensemble des secteurs de l'économie locale.

Par rapport aux réalisations, outre le financement d'activités productives aux populations, l'ACEP dans son souci d'opérationnalité et de proximité a installé une caisse à Mbacké et a créé un GPF dont l'autonomie permet l'octroi de crédits sur fonds propres à ses membres.

Depuis son installation dans la région de Diourbel, l'ACEP a injecté un montant de 4,8 MFCFA financés sur fonds propres en partenariat avec le Fonds de Promotion Economique (FPE).

##### 4.3.2.6 *le Projet Agro-Forestier de Diourbel (PAGF)*

Localisé dans la région de Diourbel, le Projet Agroforestier de Lutte contre la Désertification (P.AGF2) est un programme du Gouvernement du Sénégal co-financé par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), l'Etat du Sénégal et les bénéficiaires, pour un montant de 8,68 milliards de FCFA.

La justification de ce projet tient essentiellement de l'état avancé de dégradation du couvert végétal et des terres, eu égard à la surexploitation de l'espace rural à des fins agricoles, au surpâturage, à l'érosion hydrique et éolienne et à la forte pression sur les ressources naturelles. Ces facteurs ont entraîné une précarisation des conditions de vie des populations, consécutive à la baisse des rendements agricoles et des revenus.

C'est dans ce contexte qu'a été initié le PAGF dont l'objectif global est de favoriser au sein des villages, l'émergence de conditions favorables à un développement

durable et auto-soutenu à travers notamment la lutte contre la désertification par la conservation de la diversité biologique et l'amélioration de la qualité de l'environnement d'une part et la lutte contre la pauvreté par une amélioration des conditions de vie et des revenus des populations d'autre part. Les activités principales sont (1) le renforcement des capacités locales, (2) l'appui aux activités agro-sylvo-pastorales et, (3) les pistes rurales.

En ce qui concerne le renforcement des capacités locales, c'est une composante qui regroupe les actions de formation et d'appui en direction des leaders d'opinion, des relais villageois et des membres des organisations communautaires de base. Cette activité de renforcement des capacités locales est destinée à faire des populations bénéficiaires, des acteurs responsables, capables d'analyser les problèmes et de proposer des solutions durables, susceptibles de favoriser leur auto-promotion.

Les principales zones d'intervention sont Thieppe, Ndiengue, Ndiagne, Ngaoul.

#### *4.3.2.6 l'Agence Nationale du Conseil Agricole et Rural (ANCAR)*

La mise sur pied de cette structure d'appui entre dans le cadre de l'harmonisation et de la relance de la politique agricole du Sénégal. Son objectif est de promouvoir un développement agricole à la base.

C'est un programme co-financé par l'Etat et la Banque Mondiale. Plus spécifiquement, les objectifs consistent à : (1) faire accéder les paysans à un plus large éventail d'innovations techniques d'écoulant de la recherche et améliorer les niveaux d'adoption ; (2) diffuser en milieu rural des solutions endogènes provenant des expériences paysannes et ayant une valeur reconnue ; (3) renforcer les capacités institutionnelles des OP notamment en matière de : formulation de programmes et de stratégies de gestion, de négociation avec leurs partenaires de préparation de dossiers d'accès au crédit et d'organisation pour l'approvisionnement en intrants agricoles ; (4) développer les capacités de communication des producteurs et, (5) développer l'appui conseil nécessaire à l'épanouissement des activités rurales dont est tributaire le développement des productions agricoles notamment en matière d'artisanat rural, de transformation des produits agricoles et de commercialisation.

Les missions de cette structure qui intervient dans les 320 CR consistent à (1) harmoniser et à diffuser le conseil agricole et rural sur l'ensemble du territoire national, (2) harmoniser les méthodes d'intervention, (3) assurer l'efficacité des conseils agricoles et leur cohésion sur toute l'étendue du territoire national.

Dans sa première phase, l'ANCAR compte intervenir dans cinq (5) CR de la région de Diourbel dont Lambaye à travers des activités de renforcement des capacités et d'encadrement des organisations de producteurs à vocation agricole, pastorale et artisanale.

#### 4.3.2.7 *L'Association pour la Promotion et le Développement de la Jeunesse (APDJ)*

L'Association pour la Promotion et le Développement de la Jeunesse de Diourbel a été créée en 1989 par les jeunes du quartier Thiernno Kandji de Diourbel afin de lutter contre la dégradation de l'environnement

L'objectif de l'APDJ vise à contribuer à l'émancipation sociale et à la formation de la population à travers le regroupement des jeunes autour des projets socio-économiques urbains et ruraux.

Plus spécifiquement, les objectifs de l'APDJ consistent à (1) assurer l'autosuffisance alimentaire et la réhabilitation de l'agriculture grâce à la mise en œuvre d'activités relatives au reboisement et à la régénération des sols fortement dégradés en initiant et vulgarisant des techniques de compostage, de plantation de haies vives et de l'amendement organique ; (2) assurer la maîtrise de l'eau grâce à la réhabilitation et/ou l'installation d'ouvrages de retenue des eaux de pluies ; (3) promouvoir l'éducation, la formation et l'animation en direction des populations des zones urbaines et rurales à travers des activités de sensibilisation sur l'hygiène publique et la santé ; et, (4) à promouvoir des activités socio-économiques dans le but de générer des revenus et de lutter contre le sous-emploi et la pauvreté.

Dans la CR de Lambaye, l'APDJ intervient au niveau de Mbalmy, Garage Mbouso

#### 4.3.2.8 *Le Programme Elargi de Lutte Contre la Pauvreté (PELCP) SEN/97/003*

Le Sous programme 3 intitulé « Appui à l'Aménagement et à la gestion de l'espace rural dans une dynamique d'échange villes-campagnes » a été lancé officiellement le 20 avril 1999 et intervient dans le département de Bambey depuis lors. Il vise à atténuer les conséquences de la pauvreté sur l'environnement physique et à améliorer de façon substantielle le niveau de vie des populations.

L'objectif du sous programme 3 est de promouvoir globalement le développement de Bambey en tant que centre secondaire pour encourager la fixation des populations dans leur terroir et à accroître les pouvoirs des collectivités locales dans le processus de mise en œuvre de la décentralisation.

Les principales cibles visées sont les populations des CR de Lambaye et de Baba-Garage et les Conseillers ruraux des 11 CR du département de Bambey.

Pour ce qui est des populations, les actions concernent la gestion des ressources naturelles (reboisement, restauration des sols, production de semences et préservation de l'environnement) combinées à des activités génératrices de revenus.

Alors que pour les Conseillers Ruraux, ils font partie des principaux bénéficiaires des interventions du SP 3 dans le cadre du renforcement des capacités tant sur le plan des compétences transférées que sur celui de la maîtrise des domaines techniques.

Par rapport au bilan des activités du PELCP dans la CR on note :

- la réorganisation des terroirs villageois avec la mise en place de CVD et d'un CIVD qui sont des structures relais du Conseil Rural,
- la réactualisation de 11 PLD au niveau de 11 CR,
- la formation des Conseillers Ruraux sur les domaines de compétences transférées,
- la construction d'une ferme pilote à Mérina Diop,
- le financement de 29 projets générateurs de revenus pour un montant global de 87 millions FCFA,
- la démultiplication de semences sélectionnées (mélakh, manque, niébé mouride, mil, fleur 11, etc.),
- le reboisement de 7 672 plants en 2000 dont 3,38 ha en bois villageois et 1 373 m de haies vives avec l'appui de l'ONG GREEN,
- la formation en techniques de gestion des ressources naturelles (compostage, production de pépinières et fenaison),
- la création d'une mutuelle dénommée « DAR MANKO »

#### 4.3.2.9 L'ONG GROCEF

Elle intervient dans la CR de Lambaye depuis 2002.

Les principaux domaines d'intervention sont :

- l'alphabétisation fonctionnelle (10 classes ont été ouvertes en 2001),
- la formation des auditrices en hygiène domestique et publique, en construction de foyers améliorés avec l'appui du CERP,
- la mise à la disposition des groupements d'un fonds de crédit rotatif

### 4.4 Infrastructures et équipements

#### 4.4.1 Infrastructures Hydrauliques

La CR de Lambaye dispose de 3 forages tous fonctionnels et 139 puits dont 93 fonctionnels pour 52 villages ; soit une moyenne de 2 puits fonctionnels par village et un (1) forage pour 14 villages. Malgré la présence d'infrastructures, les problèmes d'eau se posent avec acuité eu égard aux tarissements des puits une bonne partie de l'année. Tarissements induits par la faible pluviosité et la présence des forages qui explique corrélativement la baisse de la nappe phréatique.

**Tableau n°1 : Situation des infrastructures hydrauliques de la CR**

	<b>Total</b>	<b>Fonctionnels</b>
Forages	3	3
Réseau AEP	48	48
Puits Equipés	3	3
Puits Traditionnels	127	82

Source : Enquêtes, juillet 2002

A cela s'ajoutent les difficultés liées à la gestion des forages dont principalement celui de Lambaye où des réticences sur les cotisations mensuelles sont observées.

Cette situation traduit toutes les contraintes qui affectent la gestion de ces infrastructures communautaires dont la viabilité dépend étroitement de la performance des comités de gestion.

#### 4.4.2 Infrastructures Sanitaires

Du point de vue sanitaire, la CR de Lambaye est aussi relativement dotée tant du point de vue des infrastructures que du personnel soignant. Au total elle dispose de 10 structures sanitaires (dont 3 postes de santé et 7 cases de santé), 10 maternités rurales pour un personnel de 30 agents (dont 3 ICP, 12 matrones et 15 auxiliaires de santé communautaires).

Malgré l'existence de ces infrastructures et du personnel médical, la satisfaction des populations par rapport aux services rendus est faible, voire marginale. Toutefois, la superficie réduite de la CR devait permettre plutôt une bonne couverture médicale.

**Tableau n°1 : Situation des infrastructures  
Sanitaires de la CR**

	<b>Total</b>	<b>Fonctionnels</b>
Postes de santé	3	3
Maternités rurales	10	5
Cases de santé	7	2
Dépôts de médicaments	10	5

Source : Enquêtes, juillet 2002

Ce qui met en évidence les problèmes de gestion des infrastructures et de difficultés inhérentes :

- à la motivation des auxiliaires de santé,
- au manque de moyens logistiques du personnel médical,
- à l'insuffisance de médicaments surtout au niveau des dépôts,
- et, à l'enclavement de la CR exacerbé par l'impraticabilité des pistes et l'existence de moyens de transport.

Ces difficultés exigent la mise en œuvre de stratégies pour faire face aux problèmes de santé publique au moment où certaines pathologies tel que le paludisme, les maladies diarrhéiques, les IST, la rougeole et la coqueluche persistent et constituent les principales causes de mortalité surtout au niveau de la tranche d'âge 0-14 ans.

#### 4.4.3 Infrastructures Scolaires

L'analyse de la situation scolaire fait ressortir la faiblesse des infrastructures scolaires. Onze (11) écoles de 42 classes pour 52 villages soit une moyenne d'une (1) école pour 4 villages. Ceci s'explique par les pesanteurs socioculturelles qui privilégient l'enseignement coranique ou arabe et les activités socio-économiques plutôt que l'éducation scolaire.

**Tableau n°3 : Situation des Infrastructures scolaires de la CR**

		<b>Nombre</b>	<b>%</b>
Ecoles		11	-
Classes		42	-
Effectifs enseignants		43	-
Effectifs élèves	Garçons	1 058	53,2
	Filles	932	46,8

Source : Enquêtes, juillet 2002

#### 4.4.4 Infrastructures agropastorales

Dans la CR, les infrastructures agropastorales sont quasiment inexistantes. Cette situation serait imputable à la faiblesse du cheptel surtout du gros bétail. Toutefois, le manque criard d'infrastructures pose le problème de développement de l'élevage qui est appelé dans le court et moyen termes à être la véritable base du développement local dans la CR.

#### 4.4.5 Infrastructures commerciales

En matière d'échange, la CR est fortement dotée en infrastructures avec la présence de deux marchés dont un permanent et de nombreuses boutiques villageoises qui constituent les principales sources d'approvisionnement des populations. Toutefois, ce sont des infrastructures qui sont pour la majorité concentrées dans la zone de Lambaye du fait de son statut de chef lieu d'Arrondissement et de CR. Cependant, le développement des échanges est freiné par l'enclavement de la CR dont une des conséquences est la difficulté d'approvisionnement en marchandises.

#### 4.4.6 Autres infrastructures et équipements

Ils sont constitués de banques céréalères villageoises (BCV), de moulins à mil et de mosquées en majorité. L'importance de ces dernières est à lier avec la prédominance des musulmans (100% de la population totale) dans la CR. A cela s'ajoutent la ferme pilote de Mérina Diop (27 ha) et le centre de formation des producteurs de Lambaye.

Par ailleurs, la faiblesse des équipements d'allégement des travaux des femmes traduit les lourdeurs des travaux dont les effets induits se mesurent par la faible participation des femmes aux activités d'alphabétisation fonctionnelle et de

formation ; lesquelles sont appelées à jouer le rôle de vecteurs de développement dans la dynamique locale en gestation.

Dans le domaine de la communication, la CR est très ouverte à l'extérieur du fait du foisonnement de structures de gestion privée de la téléphonie appelée « télé centres » et du développement de la téléphonie cellulaire.

## **4.5 Les systèmes productifs**

### **4.5.1 Le système agricole**

#### **4.5.1.1 la gestion foncière**

L'agriculture est la principale activité des populations de la CR en termes de temps et de revenus. La superficie agricole utile est de 11 775 ha soit 75% de la superficie totale de la CR. L'importance de la SAU note le caractère extensif de l'agriculture. Avec l'avènement de la Loi sur le Domaine National, la gestion foncière est dévolue au Conseil Rural en rapport avec les Chefs de villages. Toutefois, au niveau de cette CR, l'héritage et l'emprunt constituent les principaux modes d'acquisition des terres.

Par rapport à l'accès à la terre, l'analyse met en évidence une situation socioculturelle favorable aux hommes qui sont les principaux dépositaires et détenteurs des terres. Les lopins de terre mis en valeur par ces femmes leur sont octroyées par leurs maris ou empruntées. Cette situation défavorable doit s'apprécier dans un contexte institutionnel où le patrimoine foncier est géré par le Conseil rural et où les femmes sont appelées à mettre en œuvre des stratégies pour faire face à leurs conditions de vie difficiles et résorber la tendance générale de féminisation de la pauvreté.

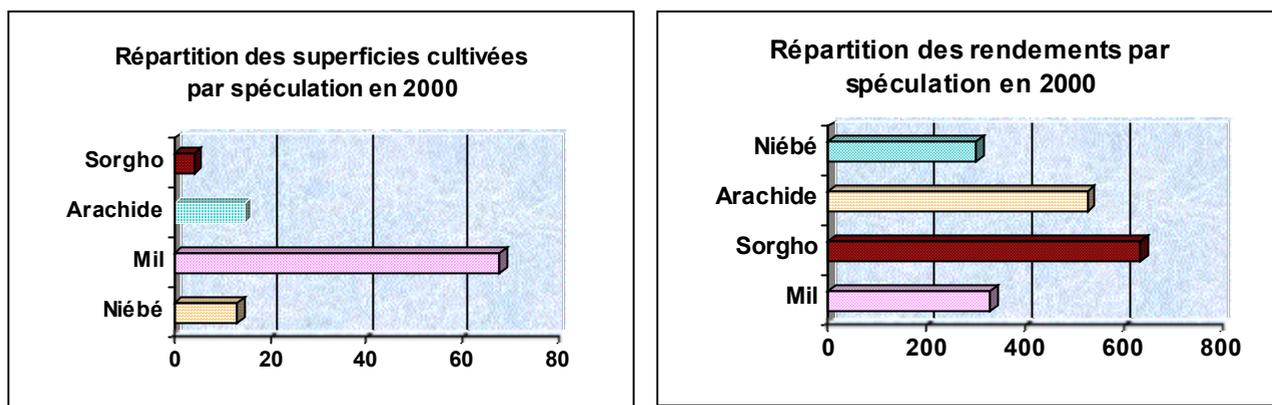
#### **4.5.1.2 le paysage agraire**

L'utilisation du paysage agraire de la CR repose sur des pratiques culturelles qui privilégient l'association des cultures. Le niébé est associé à l'arachide et au mil. Les principales spéculations pratiquées sont le petit mil « souna », l'arachide, le niébé et la pastèque. L'agriculture de la CR est une agriculture de subsistance fortement dépendante des aléas bioclimatiques (pluviométrie et sols).

Dans un contexte agricole marqué par la tendance irréversible de dégradation de la base productive accentuée par l'utilisation faible voire marginale de matières fertilisantes comme l'engrais, l'amendement organique de sols apparaît comme la seule alternative pour régénérer les sols et améliorer les productions agricoles.

#### 4.5.1.3 Les superficies, spéculations et rendements

L'analyse des statistiques agricoles des 5 dernières années note des rendements faibles aussi bien du mil que de l'arachide qui sont les principales cultures jusque là pratiquées par les populations.



Selon le Service Départemental de l'Agriculture de Bambey, les rendements moyens annuels des cultures sont de :

- 500 kg/ha pour l'arachide,
- 450 kg/ha pour le petit mil (souna),
- 500 kg/ha pour le sorgho,
- 250 kg/ha pour le niébé.

L'analyse des spéculations par rapport aux superficies cultivées montre une nette prédominance du mil (68,2%), de l'arachide (14,5%) et du niébé (13,2%). L'importance du mil, de l'arachide et du niébé dans le système de production agricole s'explique par leur caractère vivrier, leur tendance à la monétarisation, et l'impact des mouvements migratoires des jeunes dont les transferts d'argent constituent aujourd'hui la principale source de revenus.

L'agriculture de la CR fortement dépendante de la pluviométrie, justifie corrélativement la décroissance des rendements de l'arachide et du mil. Cette faiblesse des rendements de l'arachide et de mil se traduit par la substitution de ces deux spéculations par celles de la pastèque, du niébé et du sorgho qui jusqu'à un passé récent étaient des cultures secondaires.

#### 4.5.1.4 Les intrants et le matériel agricole

L'utilisation des inputs que sont les semences sélectionnées, l'engrais et les produits phytosanitaires est très marginale et est pour la plupart conditionnée par les prix du marché.

La suppression des subventions initiées dans le cadre des programmes agricoles des années 60 dont l'application date de 1984 avec l'adoption de la Nouvelle Politique Agricole (NPA) a fortement accentué la déliquescence du secteur agricole sénégalais en général et celui de la CR en particulier.

Les coûts élevés des intrants agricoles ont favorisé l'utilisation de semences tout venant dont la faible qualité de germination conjuguée à l'accentuation de la sécheresse et à la dégradation des sols ont provoqué la baisse des productions.

Pour pallier cette forte dégradation des sols, les populations utilisent de plus en plus les déchets et la fumure organiques comme matières fertilisantes.

Le matériel agricole est caractérisé par son insuffisance et sa vétusté. Les principaux équipements détenus par les producteurs sont les semoirs, les charrettes, les houes occidentale et sine, et du petit matériel constitué de « hilaire ».

Les contraintes relatives à l'agriculture sont pratiquement communes au monde paysan sénégalais et tiennent essentiellement à (1) l'insuffisance et à la vétusté du matériel agricole, (2) la pauvreté des sols et au parasitisme des cultures exacerbé par la non utilisation des intrants agricoles par la majorité des producteurs (engrais, semences améliorées et produits phytosanitaires) et, aux difficultés de commercialisation des productions dont notamment l'arachide.

#### 4.5.2 Le système pastoral

##### 4.5.2.1 la composition et la taille du cheptel

L'élevage constitue la deuxième principale activité des populations de la CR d'après les données du CERP de Lambaye, le cheptel était de 1 102 UBT en 1998. La répartition des UBT fait ressortir une prédominance des bovins (34%) et des équins (34%) suivis des petits ruminants.

Tableau n°5 : Situation du cheptel de la CR

	Taille	Nombre UBT	Nombre ha/UBT
Bovins	538	377	3 427
Ovins/Caprins	1 950	1 195	10 864
Equins	316	379	3 445
Asins	378	151	1 373
Total		2 102	19 109

Source : Enquêtes, juillet 2002

La relative importance de ce cheptel tient à des pratiques agropastorales et au fait que le bétail est considéré comme une forme d'épargne.

##### 4.5.2.2 la santé animale

Les maladies comme les pasteurelloses qui affectent les petits ruminants, le charbon symptomatique et les parasitoses sont quelques unes des contraintes qui freinent le développement de l'élevage dans cette CR.

Ceci est aggravé par (1) l'insuffisance voire la faible couverture vaccinale du bétail du fait d'un déficit d'auxiliaires vétérinaires et du manque de moyens, (2) les coûts élevés des produits vétérinaires et des aliments de bétail et, (3) par l'inexistence d'infrastructures agropastorales dont la vocation première était d'assurer la protection du cheptel et d'améliorer les productions animales.

#### 4.5.2.3 la production animale

La production animale qui devait équilibrer le déficit des productions agricoles se porte plu mal que ces dernières. La qualité faible du bétail due au manque et à la pauvreté des zones de parcours et de pâturage et des fréquentes épizooties pose le problème de rentabilité du secteur de l'élevage de la CR. Les coûts élevés des aliments de bétail, des produits vétérinaires ainsi que les problèmes d'eau freinent le développement de l'embouche bovine et ovine.

Les épizooties fréquentes et persistantes, la dégradation des espaces pastoraux qui se traduisent par une insuffisance des ressources fourragères, sont autant d'éléments qui limitent le potentiel de développement du système pastoral appelé à jouer un rôle déterminant dans la réduction de la pauvreté.

### 4.5.3 Le système d'exploitation forestière

Le couvert végétal ligneux est dans l'ensemble faible de par sa densité. L'exploitation des espèces locales ou naturelles est freinée par l'inexistence d'espèces végétales qui jadis faisait la réputation de cette zone. Ces espèces sont diversement utilisées et vont de l'alimentation du bétail à la pharmacopée traditionnelle et à la consommation directe des populations surtout pour les feuilles de *Adansonia digitata* (Baobab), *Guiera senegalensis* (Nguer) et *Combretum micranthum* (Sékhaw).

Aujourd'hui avec l'appui de certaines structures d'appui et de projets, les activités de reboisement et de plantations fruitières sont de plus en plus vulgarisées et pratiquées par les populations. Cette situation tient aux faibles performances des systèmes agricole et pastoral d'une part et à la volonté de restaurer et de sauvegarder les ressources naturelles.

### 4.5.4 Les autres systèmes productifs

#### 4.5.4.1 le commerce

C'est une activité dont le développement est à situer dans le contexte de dégradation de l'environnement en général et des bases productives en particulier dont les effets induits se traduisent par une baisse accentuée des rendements agricoles.

L'enclavement de la zone et les difficultés de transport sont les principaux facteurs limitant du commerce qui est du reste la principale activité des femmes.

Les échanges commerciaux concernent l'achat et la commercialisation de produits agricoles bruts ou transformés (mil, graines d'arachide, huile artisanale, tourteaux, farine et produits dérivés du mil), du bétail (petits ruminants et volaille) et des denrées alimentaires (sucre, café, riz, etc).

Aujourd'hui comme partout ailleurs, la présence des marchés rime avec l'existence d'effets négatifs dont principalement : (i) le non-respect des opérations et du calendrier cultural, (ii) le bradage des produits de la récolte du fait de la forte spéculation, (iii) l'extraversion des habitudes alimentaires des populations qui consomment plus du riz, de l'huile, du café, du thé et du sucre.

#### 4.5.4.2 l'artisanat

L'artisanat est un secteur caractérisé par sa désorganisation accentuée par la foison de corps de métier tels que : la maçonnerie, la menuiserie métallique et ébénisterie, la forge, etc. L'importance de l'agriculture dans les systèmes de production conjuguée à l'insuffisance et à la vétusté du matériel agricole a favorisé le développement de petites unités artisanales locales. Toutefois, l'émergence de ces micro entreprises locales reste limitée par les difficultés relatives au manque de moyens et de matériel, à l'accès au crédit et au manque d'organisation et de formation des artisans.

### 4.6 Environnement

Le paysage de la CR est typique du bassin arachidier. Les ressources végétales fortement dégradées sont en majorité constituées de *Acacia albida* (Kaad) et de *Adansonia digitata* (Baobabs). La baisse des pluies et leur mauvaise répartition, la surexploitation des ressources végétales comme fourrage et pour le bois ont fortement endommagé le potentiel biologique de cette végétation qui se singularise par une densité et une composition floristique faibles.

Quant aux sols, leur appauvrissement est à lier à l'érosion éolienne et/ou hydrique intense dont l'impact se traduit par la salinisation et l'acidification des terres de cultures. Cet appauvrissement de la base agricole a été accentué par l'extension des superficies agricoles et la généralisation de pratiques culturales qui ne prennent nullement compte des aspects environnementaux.

La dégradation des sols se traduit par une baisse de leur fertilité et concomitamment des rendements agricoles. La structure des sols prédominés par les sols ferrugineux tropicaux lessivés justifie la faible capacité de rétention en eau et de fixation des éléments nutritifs par les complexes absorbants. L'appauvrissement du couvert végétal favorise l'érosion des sols « Diors » qui caractérisent principalement le relief.

D'une manière générale, la pauvreté des sols résulte de la surexploitation des terres dans le cadre global d'une agriculture extensive peu utilisatrice de fertilisants chimique et organique doublé de la non pratique de la jachère du fait de l'insuffisance des terres. La disparition du couvert végétal de l'écosystème et la pratique de l'arachide ont accentué l'appauvrissement des sols.

### 4.7 Activités socio-éducatives

Le système éducatif comprend l'école élémentaire, l'alphabétisation et l'école coranique. Pour ce qui concerne l'éducation scolaire, nous notons l'existence de 11 écoles élémentaires dont 3 à cycle complet de 13 classes.

Cependant, malgré la relative importance de ces structures scolaires, le taux de scolarisation demeure relativement bas avec des variations de 20 à 30% dont 25% en 2000 (13,5% pour les garçons contre 11,9% pour les filles).

Toutefois, notons que dans cette CR, malgré les importants efforts de sensibilisation fournis aussi bien par l'Etat que par les partenaires au développement (très représentés dans la CR), la scolarisation des jeunes filles reste toujours faible. Ce faible taux de scolarisation est à lier au sous équipement des écoles et aux difficultés qu'éprouvent les populations à prendre en charge les dépenses relatives aux fournitures scolaires.

S'agissant de l'alphabétisation, elle est relativement développée. Cette situation résulte de la faiblesse du taux de scolarisation qui justifie l'importance des partenaires présents dans la CR dont notamment le Programme d'Alphabétisation Intégré au Sénégal (PAIS), le Projet Agroforestier de Lutte contre la Désertification Diourbel (PAGF2), le Ministère de la Femme et de la Solidarité Nationale (MFSN), le Projet d'Appui à l'Alphabétisation Priorité Femme (PAPF) et l'ONG GROCEF.

Les thèmes développés sont divers et variés et vont de la gestion financière et comptable à l'entreprenariat féminin en passant par l'IEC sur les problèmes de santé et d'hygiène publique.

Toutefois, l'importance des activités d'alphabétisation cache mal les problèmes relatifs à la formation sur des thèmes ayant trait : (i) aux techniques agro-forestières (compostage, production de plants, reboisement), (ii) à la gestion financière et comptable, (iii) à la gestion et à l'entretien d'infrastructures communautaires et, (iv) aux techniques d'aménagement des mares et marigots.

#### **4.8 Santé et Hygiène publique**

Les activités socio-sanitaires sont dans l'ensemble très faiblement développées malgré l'existence d'infrastructures sanitaires. Cette situation atypique se justifie par des besoins en soins de santé largement au-dessus de l'offre jugée insuffisante en dépit des acquis sur le plan des structures et du personnel. Ce qui pose le problème d'inadéquation entre les services demandés et offerts dont une des conséquences est le développement de la médecine traditionnelle. Par ailleurs, les problèmes d'hygiène induits par l'inexistence de latrines exacerbent la persistance et la fréquence des pathologies surtout en saison des pluies.

#### **4.9 Activités socioculturelles**

Dans la CR, les activités socioculturelles se résument principalement aux activités sportives. Ce dynamisme des activités contraste avec l'insuffisance des structures constituées seulement d'un (1) foyer de jeunes, une (1) case foyer pour les femmes et de cinq (5) aires aménagées pour l'organisation des activités sportives. En tout état de cause, avec l'importance de l'exode des jeunes, les activités connaissent une léthargie pendant la saison sèche synonyme de manque d'occupation et de chômage.

## V. SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC

### 5.1 Synthèse des potentialités de la CR

Typologie des ressources		Potentialités
<b>Ressources naturelles</b>	Environnement (eau, sols et végétation)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mares temporaires et marigots</li> <li>- Disponibilité d'une nappe superficielle de 40 à 80 m</li> <li>- Existences de sols Diors, Deck Dior et Deck</li> <li>- Présence d'espèces végétales légumineuses</li> </ul>
<b>Ressources humaines</b>	Population/promoteur	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Jeunesse de la population</li> <li>- Existence de nombreuses OCB juridiquement reconnues</li> <li>- Présence d'importantes structures d'appui</li> </ul>
<b>Systèmes productifs</b>	Agriculture	- Disponibilité de terres cultivables et de cuvettes
	Elevage	- Cheptel relativement important
	Exploitation forestière	- Potentialités agronomiques des espèces relativement importantes
	Artisanat	- Existence de différents corps de métier
<b>Infrastructures et équipements</b>	Commerce	- Présence d'un marché hebdomadaire et permanent et de boutiques villageoises
	Hydrauliques, Electrification et voirie	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Importance des mares et marigots et des infrastructures hydrauliques</li> <li>- Electrification de la CR</li> </ul>
	Sanitaires	- Existence d'infrastructures et d'un personnel médical relativement importants
	Educatives	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Existence d'infrastructures scolaires relativement importantes</li> <li>- Présence d'importants opérateurs en alphabétisation</li> </ul>

## 5.2 Contraintes et solutions

Typologie des ressources		Contraintes (par ordre de priorité)	Solutions
<b>Ressources naturelles</b>	Environnement (eau, sols et végétation)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Tarpissement des puits</li> <li>- Ensablement des mares et marigots</li> <li>- Erosion éolienne et/ou hydrique,</li> <li>- Baisse de la fertilité des sols du fait de leur surexploitation et l'absence de jachère</li> <li>- Dégradation du couvert végétal et disparition de nombreuses espèces du fait des coupes abusives et des déficits pluviométriques*</li> <li>- Manque d'eau et de matériels pour la production de pépinières</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménagement des mares</li> <li>- Construction de bassins de rétention des eaux de pluies</li> <li>- Amendement des sols par la fumure organique et le compostage</li> <li>- Vulgarisation des techniques de la jachère améliorée</li> <li>- Vulgarisation des techniques de foyers améliorés</li> <li>- Protection des aires reboisées</li> <li>- Récupération des puits et acquisition de moyens d'exhaure pour la production de pépinières</li> <li>- Régénération assistée du Kaad</li> <li>- Installation de brise vents pour limiter l'érosion éolienne des sols</li> </ul>
<b>Ressources humaines</b>	Population/	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exode rural massif des jeunes du fait du chômage et du manque d'occupation</li> <li>- Insuffisance de moyens matériels des OCB pour la réalisation d'activités socio-</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'une ligne de crédit pour le financement de micro-projets ruraux d'emboche (bovine, et ovine), d'aviculture et de maraîchage</li> </ul>

	Promoteur	<p>économiques</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de formation des membres de ces OCB</li> <li>- Exiguïté de la case foyer des femmes de Lambaye</li> <li>- Manque d'infrastructures sportives</li> <li>- Exiguïté et manque de d'équipement du foyer des jeunes</li> <li>- Statuts informels des ASC</li> <li>- Manque de matériels d'assainissement des ASC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Facilitation de l'accès aux financements à des taux d'intérêt bas et à longue durée</li> <li>- Acquisition de moulins à mil, batteuses et décortiqueuses et de presses à huile pour les femmes</li> <li>- Renforcement des activités de formation en gestion, en entrepreneuriat féminin (teinture, transformation des produits, couture, et.)</li> <li>- Extension et équipement de la case foyer de Lambaye</li> <li>- Aménagement d'un terrain multi fonctionnel</li> <li>- Acquisition d'équipement d'assainissement pour les ASC</li> <li>- Extension et équipement du foyer des jeunes</li> <li>- Sensibilisation des jeunes pour la formalisation des ASC</li> </ul>
<b>Systemes productifs</b>	Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des intrants agricoles (semences, engrais et produits phytosanitaires) en quantité et qualité</li> <li>- Insuffisance et vétusté du matériel agricole</li> <li>- Non adaptabilité des variétés agricoles</li> <li>- Manque de formation en techniques agricoles</li> <li>- Déficit de l'encadrement</li> <li>- Parasitismes des cultures</li> <li>- Difficultés de commercialisation des produits agricoles (arachide)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amendement organique des sols avec de la fumure</li> <li>- Vulgarisation des techniques compostières et agroforestières</li> <li>- Octroi de crédit pour acquisition de matériel agricole</li> <li>- Revoir et re dynamiser les OP pour la commercialisation de l'arachide</li> <li>- Diversification des activités et des productions agricoles</li> <li>- Adduction d'eau et fonçage de puits pour la mise en œuvre d'activités maraîchères</li> <li>- Formation d'animateurs agronomiques</li> <li>- Acquisition de tracteurs communautaires pour le labourage en fin de cycle, le fauchage de la paille (réserves fourragères), le ravitaillement en eau des populations lors des manifestations sociales, les coupes racinaires de certaines plantes qui affectent le potentiel agricole</li> </ul>

	Elevage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduction des zones de parcours et pâturage</li> <li>- Difficultés d'alimentation et de l'abreuvement du bétail</li> <li>- Existence épizooties en saison des pluies</li> <li>- Vols de bétail</li> <li>- Faiblesse de la production animale</li> <li>- Faible diversification de la production pastorale</li> <li>- Manque d'agents vétérinaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vulgarisation de l'insémination artificielle pour développer la production animale</li> <li>- Installation d'unités pour la fabrication d'aliments de bétail</li> <li>- Installation d'un dépôt de produits vétérinaires</li> <li>- Construction d'enclos communautaires</li> <li>- Vulgarisation des techniques fourragères (ensilage)</li> <li>- Re dynamisation des comités de gestion des forages</li> <li>- Aménagement de couloirs de passage</li> <li>- Généralisation fréquente des campagnes de vaccination</li> <li>- Construction d'abreuvoirs et de parcs à vaccination</li> </ul>
	Artisanat	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faiblesse des moyens</li> <li>- Manque d'organisation et de formation</li> <li>- Inaccessibilité au crédit</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'une ligne de crédit pour l'artisan au niveau de la mutuelle de Lambaye</li> <li>- Construction d'un village artisanal à Lambaye</li> <li>- Encadrement et formation des artisans locaux en : entrepreneuriat, alphabétisation fonctionnelle et en gestion</li> <li>- Organisation des artisans en groupements ou fédérations</li> <li>- Construction d'un centre d'accueil à Lambaye</li> <li>- Développement du partenariat avec la Chambre des métiers de Bambey ou Diourbel</li> </ul>

	<p>Commerce</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficultés d'approvisionnement du fait de l'enclavement et l'impraticabilité des pistes</li> <li>- Manque de financement pour les activités commerciales</li> <li>- Difficultés de commercialisation des productions agricoles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction d'un magasin de référence et de succursales</li> <li>- Construction d'un local pour la mutuelle de Lambaye</li> <li>- Organisation du CCG en opérateur économique pour la commercialisation des produits agricoles</li> <li>- Construction d'une BCV au niveau de chaque zone</li> <li>- Construction d'une route bitumée Ndangalma Lambaye</li> <li>- Construction de 3 pistes de production             <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lambaye-Touba Toul</li> <li>• Lambaye-Gawane</li> <li>• Lambaye-Baba Garage</li> </ul> </li> </ul>
--	-----------------	---	---

<p><b>Infrastructures et équipements</b></p>	<p>Hydrauliques, Electrification et voirie</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des ouvrages hydrauliques</li> <li>- Mauvaise qualité de l'eau (aspect saumâtre) du forage de Thieppe</li> <li>- Déséquilibre dans la répartition spatiale des infrastructures</li> <li>- Tariessements fréquents des puits</li> <li>- Insuffisance des adductions d'eau</li> <li>- Enclavement des villages et de la CR</li> <li>- Non électrification de certains villages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Récurage et fonçage de puits</li> <li>- Adduction d'eau dans les zones prioritaires :             <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lambaye vers zone de Ndongol (8 villages)</li> <li>• Lambaye vers zone de Pognar (7 villages)</li> <li>• Thieppe vers villages alentours (8 à 10 villages)</li> <li>• Bambey vers zone de K. M. Sellé (5 villages)</li> <li>• Mékhé vers villages alentours (8 villages)</li> <li>• Mbadiane S. Awa vers Mbouso Ndir (10 villages)</li> <li>• Mérina Diop et villages alentours (6 villages)</li> </ul> </li> <li>- Construction de pistes de production entre :             <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lambaye-Dangalma</li> <li>• Lambaye-Baba Garage (15 km),</li> <li>• Lambaye-Gawane (20 km),</li> <li>• Lambaye-Keur S. Kane (18 km)</li> </ul> </li> <li>- Extension du réseau électrique vers :             <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lambaye Dakhar</li> <li>• Nghaydal</li> <li>• Mbool</li> <li>• Thieppe Lambaye</li> <li>• Mékhé</li> <li>• Pognar</li> <li>• Ndongol</li> <li>• K. M. Sélé</li> </ul> </li> <li>- Electrification des forages</li> </ul>
--	--	---	--

	Sanitaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de personnel</li> <li>- Difficultés d'approvisionnement en médicaments des PS et CS</li> <li>- Insuffisance d'infrastructures sanitaires</li> <li>- Difficultés d'évacuation des malades</li> <li>- Insuffisance de latrines</li> <li>- Manque de sensibilisation et de comités de salubrité</li> <li>- Mauvaise gestion financière des PS et CS</li> <li>- Inexistence de personnes relais</li> <li>- Manque de sensibilisation et d'information des populations</li> <li>- Inexistence de comités de salubrité</li> <li>- Léthargie des maternités rurales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Re dynamisation des infrastructures existantes (PS, CS et MR)</li> <li>- Recrutement et formation d'auxiliaires de santé</li> <li>- Acquisition d'ambulances pour les postes de santé</li> <li>- Généralisation des latrines dans les villages</li> <li>- Motivation plus conséquente des ASC</li> <li>- Définition d'une politique de gestion des infrastructures sanitaires</li> <li>- Création de comités de salubrité</li> </ul>
	Educatives	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des écoles arabes et/ou franco-arabes</li> <li>- Insuffisance des écoles à cycle complet</li> <li>- Inexistence de centres de lecture</li> <li>- Insécurité des élèves du fait de l'inexistence de clôtures dans les écoles</li> <li>- Inexistence d'écoles maternelles ou de garderie d'enfants</li> <li>- Insuffisance de matériels pédagogiques et de fournitures scolaires</li> <li>- Insuffisance de cantines scolaires</li> <li>- Faiblesse de la couverture sanitaire des élèves</li> <li>- Léthargie des APE</li> <li>- Insuffisance des centres d'alphabétisation</li> <li>- Manque d'eau dans les écoles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction d'écoles et de classes pour compléter les cycles</li> <li>- Re dynamisation ou construction de cantines scolaires</li> <li>- Construction d'écoles franco-arabes dans la zone de Mboubane</li> <li>- Construction de centres d'alphabétisation au niveau des villages centres</li> <li>- Développement des actions de sensibilisation des parents d'élèves/re dynamisation des APE</li> <li>- Appui des écoles en matériels et fournitures scolaires</li> <li>- Installation de toilettes dans les écoles</li> <li>- Construction de clôtures dans les écoles</li> <li>- Construction d'écoles maternelles ou de garderies d'enfants</li> <li>- Construction d'écoles arabes</li> <li>- Appui à la réfection du collège de Lambaye</li> <li>- Recyclage des instituteurs et MC</li> <li>- Allongement de la durée de formation des auditeurs et auditrices en alphabétisation</li> </ul>

## **VI. AXES PRIORITAIRES DE DEVELOPPEMENT**

Dans la CR, deux (2) axes prioritaires de développement ont été définis à la suite de l'identification des contraintes par les populations et compte tenu des potentialités de la zone. Il s'agit principalement de : (1) l'intensification et la promotion des productions agricole et animale et (2) le renforcement des services de base et des capacités socio-économiques.

### **6.1 l'intensification et la promotion agricole et animale**

L'agriculture et l'élevage sont les principales activités des populations de cette CR en termes de temps consacrés et de revenus générés. Elles occupent plus de 70% de la population. La diminution des productions agricoles et animales pose la nécessité de promouvoir et de développer des actions pour intensifier et promouvoir ces activités.

Les actions retenues par les populations visent (1) l'augmentation de la production agricole, (2) l'amélioration de la production animale et, (3) l'aménagement de l'espace agropastoral pour une gestion durable des ressources locales.

#### **6.1.1 l'augmentation de la production agricole**

L'agriculture de par sa vocation d'agriculture de subsistance est extensive est fortement dépendante des aléas bioclimatiques. La surexploitation des sols a dégradé la base productive qui se traduit par une érosion des sols et concomitamment une baisse de la fertilité des sols. En somme, la dégradation de l'espace agricole, la non adaptabilité des variétés culturales, l'insuffisance des intrants et du matériel agricole se traduisent par un déclin continue des rendements. Ce qui accentue davantage le déficit vivrier et la paupérisation. L'accessibilité aux intrants et aux équipements agricoles, la vulgarisation de variétés hâtives sont des activités qui peuvent contribuer à intensifier l'agriculture déjà en crise.

Pour ce qui concerne les intrants et les équipements agricoles, les populations en général souhaitent la mise en place de systèmes de crédit qui faciliterait l'acquisition d'intrants (semences sélectionnées, engrais, produits phytosanitaires) et du matériel agricole. Quant aux variétés agricoles, l'introduction de variétés hâtives (cycle court et résistantes aux poses pluviométriques) est souhaitée par les populations de cette CR. La vulgarisation de variétés améliorées d'arachide, de mil et de niébé plus adaptée aux conditions locales et de haute qualité permettra également de lutter contre la baisse des productions.

#### **6.1.2 l'amélioration de la production animale**

L'élevage constitue la deuxième principale activité des populations en termes de temps et la première en termes de revenus générés. Néanmoins, les difficultés liées à l'alimentation et à l'abreuvement du bétail, l'insuffisance des infrastructures agropastorales, le développement des épizooties ainsi que le vol de bétail sont des contraintes dont les stratégies de réponse permettraient d'intensifier la production et d'améliorer la santé animale.

Il s'agira donc de développer des activités :

- d'embouche, bovine et ovine : en vue d'appuyer le développement d'un élevage intensif comme alternative aux contraintes de la production animale. La mise en œuvre de ces activités doit toutefois être accompagnée, voire précédée d'une formation des producteurs sur les techniques d'embouche et d'insémination artificielle. Formation qui impliquera les techniciens de l'élevage et les autres partenaires au développement.
- d'étendre et de faciliter la vaccination et la protection du bétail afin d'assurer la couverture vaccinale du cheptel de la CR. La fréquence des épizooties pose la nécessité de mettre en place un dispositif pour améliorer et faciliter l'accès aux produits et services vétérinaires.
- et, d'augmenter le disponible fourrager avec l'introduction de cultures fourragères (niébé et le sorgho hybride) dans le système de production agricole et la vulgarisation de techniques de conservation du fourrage (ensilage). Ces actions qui entrent dans le cadre de l'intensification de l'élevage se fera avec l'appui et l'encadrement des techniciens du CERP et de l'ISRA.

#### 6.1.3 l'aménagement de l'espace agropastoral pour une gestion durable des ressources locales

Les activités développées visent une intégration agropastorale. L'élevage est marqué par la pression foncière dont les conséquences se mesurent par la disparition ou le rétrécissement des zones de pâturage. Alors que, l'agriculture tributaire des variations bioclimatiques est confrontée à une baisse de la fertilité des sols résultant de la dégradation des terres de culture.

Il s'agira de mettre en œuvre et de promouvoir des stratégies d'aménagement de l'espace en vue de rétablir l'équilibre des écosystèmes et les complémentarités entre milieux agraires et pastoraux à travers (i) l'aménagement des mares et marigots et (ii) la gestion intégrée des ressources naturelles (reboisement, régénération assistée des espèces ligneuses, brise vents, etc.).

## **6.2 le renforcement des services de base et des capacités socio-économiques**

### 6.2.1 le renforcement des services de base

Dans la CR, l'incidence du processus de paupérisation se mesure par le faible accès aux services sociaux de base. La réalisation d'infrastructures communautaires de base dans les domaines de l'hydraulique rurale, les pistes rurales, l'électrification rurale, l'éducation et la santé devrait améliorer les indicateurs de développement humain de cette CR et soutenir par ailleurs, les efforts de développement local.

#### 6.2.1.1 *l'hydraulique rurale*

Dans la CR, l'accès à l'eau potable est très faible voire marginal malgré l'existence de 3 forages fonctionnels. Les besoins des populations des zones non desservies par ces forages sont largement au-dessus du disponible compte tenu du tarissement des puits accentués par les difficultés d'exhaure. Le récurage et/ou le fonçage de puits ainsi que l'extension du réseau d'adduction d'eau à partir des forages de Lambaye, Thieppe, Mbadiane Samba Awa, la construction de bassins de rétention des eaux de pluies au niveau des mares et bas fonds permettront d'accroître les disponibles en eau et de promouvoir les cultures de contre saison.

#### 6.2.1.2 *les infrastructures sanitaires*

Malgré l'existence de 3 postes de santé et de 2 cases de santé fonctionnels, les populations de la CR éprouvent des difficultés d'accès aux soins de santé primaires. La léthargie de nombre de cases de santé (5 au total) exacerbe les problèmes de santé. Il s'avère nécessaire pour assurer une couverture sanitaire plus adéquate de re dynamiser ces infrastructures en les agrandissant au besoin et en les dotant en équipements et en personnel qualifié.

Ces actions devraient être accompagnées de la généralisation de latrines pour renforcer l'hygiène publique et réduire les risques de maladies hydriques (péris fécal, bilharziose, affections dermatologiques).

#### 6.2.1.3 *les infrastructures éducatives*

L'insuffisance des écoles, des classes et du personnel enseignant, les difficultés d'acquisition de fournitures scolaires et de matériels pédagogiques ainsi que l'éloignement des écoles traduisent le faible taux de scolarisation enregistré dans la CR (25,4% en 2000 dont 13,5% pour les garçons et 11,9% pour les filles).

Le renforcement des écoles en infrastructures, équipements et personnels enseignant permettra d'accroître les taux de scolarisation. Ces actions devront être accompagnées de construction de clôtures pour assurer la sécurité des élèves et des enseignants mais aussi de mise en place d'un dispositif médical pour assurer la couverture sanitaire des élèves. A ces actions s'ajoutent des campagnes de sensibilisation et d'information des populations sur la scolarisation des enfants.

#### 6.2.1.4 *les pistes et l'électrification rurales*

Le désenclavement de la CR par la création ou la réhabilitation de pistes de productions carrossables permettraient de faciliter les échanges et de participer à la dynamique de développement local. Les populations ont exprimé le besoin de construire des pistes de production reliant :

- Lambaye-Dangalma
- Lambaye-Baba Garage (15 km),
- Lambaye-Gawane (20 km),
- et, Lambaye-Keur Samba Kane (18 km)

Par ailleurs, l'extension du réseau électrique permettrait également le développement d'activités économiques et le renforcement et le développement de micro entreprises locales. Dans ce cadre les populations souhaitent l'extension du réseau au niveau des zones de Lambaye Dakhar, Nghaydal, Mbool, Thieppe Lambaye et Mékhé.

## 6.2.2 le renforcement des capacités socio-économiques

Il vise à accroître les capacités de gestions et à promouvoir le développement d'activités innovatrices, génératrices de revenus. Ce renforcement passera par la mise en œuvre d'activités d'alphabétisation et de formation technique et l'accès au crédit.

### 6.2.2.1 *Le renforcement des activités de formations*

Les populations locales souhaiteraient acquérir des capacités techniques requises pour la mise en œuvre et le suivi de certaines activités économiques. L'acquisition de ces capacités nécessite donc la mise en œuvre de programmes de formation technique et d'alphabétisation fonctionnelle adaptés aux besoins des populations et à leur environnement socio-économique.

L'objectif de la formation est de transmettre aux populations locales les outils méthodologiques et les capacités techniques appropriées pour identifier et prioriser leurs contraintes et de définir les stratégies pour les résoudre de façon efficiente et durable.

Ces activités de formation devront toutefois être accompagnées d'actions visant à alléger les femmes de leurs travaux afin de disposer de plus de temps et de ressources et, de participer de façon plus effective dans les actions de développement et de gestion des ressources naturelles. Il s'agira donc d'acquérir des moulins à mil et des batteuses.

### 6.2.2.2 *mise en place d'un système de crédit fonctionnel*

Cette action vise à accorder aux producteurs, aux GPF, aux GIE, aux associations de jeunes et aux artisans de tous les corps de métiers les moyens financiers pour le développement d'activités génératrices de revenus. Toutefois, l'utilisation et la gestion du système de crédit impliquent une bonne organisation, une sensibilisation et une formation au préalable des producteurs chargés de sa gestion et de son exécution. Les populations et plus particulièrement les groupes organisés devront être formés sur la gestion et le suivi de micro-projets.

## **VII. PLANIFICATION DES AXES PRIORITAIRES DE DEVELOPPEMENT**

### **Problématique des sous-projets**

Le Plan Annuel d'Investissement comporte un certain nombre de sous-projets (SP). Ces derniers sont des combinaisons d'activités intégrées susceptibles d'induire un impact significatif et de promouvoir des pôles de développement. Ces SP intègrent des activités liées aux infrastructures communautaires de base, à la promotion des activités agropastorales et au renforcement des capacités socio-économiques.

### **7.2 Définition des sous-projets**

#### **7.2.1 les sous-projets communautaires**

Les sous projets communautaires sont constitués d'activités qui visent à améliorer l'accès aux services de base par la mise en place d'infrastructures communautaires. Ils sont constitués d'activités d'utilité publique et s'exécutent sur le domaine de la Communauté Rurale. Ces sous projets sont financés par le Conseil Rural avec l'appui de l'Etat, du PNIR et des autres partenaires au développement.

#### **7.2.2 les sous-projets privés**

les sous-projets privés sont constitués d'activités génératrices de revenus (AGR). Ce sont des activités financièrement rentables dans le court terme en vue d'améliorer les conditions de vie des populations et de promouvoir un développement de micro entreprises locales.

### 7.3 Tableau des sous projets communautaires

Sous Projets	OBJECTIFS	ACTIVITES
Augmentation de la production agricole	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accroître les productions agricoles</li> <li>- Assurer la sécurité alimentaire des populations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amendement des sols par la fumure organique et le compostage</li> <li>- Mise en place une ligne de crédit pour faciliter l'acquisition d'intrants et d'équipements agricoles</li> <li>- Redynamiser les OP pour la commercialisation de l'arachide</li> <li>- Diversification des activités et des productions agricoles</li> <li>- Formation d'animateurs en agriculture</li> <li>- Acquisition d'un tracteur communautaire</li> </ul>
Amélioration de la production animale	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accroître les productions animales</li> <li>- Lutter contre les épizooties</li> <li>- Intensifier les activités pastorales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Installation d'unités de fabrication d'aliment de bétail</li> <li>- Installation d'un dépôt de produits vétérinaires</li> <li>- Construction d'enclos communautaires</li> <li>- Construction d'abreuvoirs</li> <li>- Généralisation des campagnes de vaccination</li> <li>- Mise en place d'une ligne de crédit pour le financement de micro-projets d'embouche bovine et ovine</li> <li>- Vulgarisation des techniques fourragères</li> <li>- Vulgarisation de l'insémination artificielle</li> </ul>
Aménagement de l'espace agropastoral	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rétablir les équilibres des écosystèmes</li> <li>- Renforcer les complémentarités entre milieux agraires et pastoraux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Délimitation de zones de pâturages et de parcours du bétail</li> <li>- Installation de brise-vent pour limiter l'érosion des sols</li> <li>- Protection des aires de reboisement</li> </ul>

<p>Renforcement des services de base</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accroître les disponibilités en eau</li> <li>- Promouvoir les cultures de contre saison</li> <li>- Accroître les taux de scolarisation</li> <li>- Renforcer le système éducatif</li> <li>- Désenclaver la CR</li> <li>- Développer les activités extra agricoles (commerce, artisanat, etc.)</li> <li>- renforcer le tissu économique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction des bassins de rétention des eaux de pluies</li> <li>- Récupération et/ou forage de puits</li> <li>- Adduction d'eau potable dans les zones prioritaires</li> <li>- Réhabilitation et équipement des infrastructures sanitaires existantes (PS, CS et MR)</li> <li>- Recrutement et formation d'ASC</li> <li>- Acquisition d'ambulances pour les PS</li> <li>- Généralisation des latrines</li> <li>- Création de comité salubrité</li> <li>- Acquisition d'équipement d'assainissement pour les ASC</li> <li>- Construction d'écoles et de classes pour compléter les cycles</li> <li>- Construction d'écoles maternelles ou de garderies d'enfants</li> <li>- Construction d'écoles arabes</li> <li>- Appui des écoles en matériels et fournitures scolaires</li> <li>- Redynamisation ou construction de cantines scolaires</li> <li>- Développement des actions de sensibilisation des parents d'élèves/redynamisation des APE</li> <li>- Construction de clôtures dans les écoles</li> <li>- Appui à la réfection du collège de Lambaye</li> </ul>
--	---	---

<p>Renforcement des services de base</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accroître les disponibilités en eau</li> <li>- Promouvoir les cultures de contre saison</li> <li>- Accroître les taux de scolarisation</li> <li>- Renforcer le système éducatif</li> <li>- Désenclaver la CR</li> <li>- Développer les activités extra agricoles (commerce, artisanat, etc.)</li> <li>- renforcer le tissu économique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Extension et équipement de la case foyer de Lambaye</li> <li>- Aménagement d'un terrain multi-fonctionnel</li> <li>- Construction de pistes de production carrossables</li> <li>Construction de pistes de production entre :             <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lambaye-Dangalma</li> <li>• Lambaye-Baba Garage</li> <li>• Lambaye-Gawane</li> <li>• Lambaye-Keur S. Kane</li> </ul> </li> <li>- Extension du réseau électrique de la SENELEC</li> </ul>
--	---	---

<p>Renforcement des capacités socio-économiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer les capacités techniques des populations</li> <li>- Promouvoir les initiatives privées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place de lignes de crédit pour l'artisanat</li> <li>- Construction d'un village artisanal à Lambaye</li> <li>- Construction d'un local pour la mutuelle de Lambaye</li> <li>- Construction de magasin de référence et de succursales</li> <li>- Construction d'une BCV au niveau de chaque zone</li> <li>- Acquisition de moulins à mil, batteuses, décortiqueuses et de presse à huile pour les femmes</li> <li>- Encadrement et formation des artisans locaux en entrepreneuriat et alphabétisation fonctionnelle et gestion</li> <li>- Extension et équipement de la case foyer de Lambaye</li> <li>- Aménagement d'un terrain multi fonctionnel</li> <li>- Acquisition d'équipement d'assainissement pour les ASC</li> <li>- Organisation des artisans en groupements ou fédérations</li> <li>- Développement du partenariat avec la chambre des métiers de Bambey ou Diourbel</li> <li>- Renforcement des activités de formation en gestion et entrepreneuriat féminin</li> <li>- Sensibilisation des jeunes pour la formalisation des ASC.</li> <li>-</li> </ul>
---	--	---

## **SOUS PROJET I : AMELIORATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE**

### **1. Justification**

L'agriculture est la principale activité des populations de la CR de Lambaye. La dégradation de l'espace agricole, l'insuffisance des intrants et du matériel agricole se traduisent par un déclin continue des rendements. Ce qui accentue davantage le déficit vivrier et la paupérisation.

### **2. Objectifs**

L'intensification des activités agricoles devrait permettre de renverser cette tendance baissière des productions et d'assurer la sécurité alimentaire des populations.

### **3. Activités**

Dans ce cadre de la relance de l'agriculture et de son intensification, les populations souhaitent : (1) la mise en place une ligne de crédit pour faciliter l'acquisition d'intrants et d'équipements agricoles, (2) l'amendement des sols par la fumure organique et le compostage, (3) la diversification des activités et des productions agricoles, (4) la re dynamisation des OP pour la commercialisation de l'arachide

### **4. Résultats attendus et indicateurs**

<b>Activités</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs</b>
Mise en place une ligne de garantie pour le crédit	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter l'accès aux semences en quantité et qualité suffisantes</li> <li>- Faciliter l'acquisition d'équipements agricoles : tracteurs, charrettes, semoirs, houes, etc.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une ligne de garantie de 2 millions a été dérogée</li> </ul>
Amendement des sols par la fumure organique et le compostage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accroître les rendements agricoles</li> <li>- Accroître les revenus agricoles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les rendements agricoles ont cru de 20 à 50%</li> <li>- Revenus des paysans ont augmenté de 25 à 80 %</li> </ul>
Introduction des variétés hâtives adaptées aux conditions climatiques locales		
Acquisition d'un tracteur communautaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménager les surfaces cultivables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 tracteur communautaire a été acheté</li> </ul>
Formation d'animateurs agronomiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter l'encadrement des producteurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 12 animateurs agronomiques ont été formés</li> </ul>
Re dynamisation des OP pour la commercialisation de l'arachide	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter la commercialisation de l'arachide</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Chaque année l'ensemble de la production est collectée et vendue par le CIVD</li> </ul>

## 5. Acteurs

- le Conseil Rural
- le Comité de Concertation et de Gestion et du Comité Inter villageois de Développement
- l'Opérateur Partenaire Privé
- les responsables du PNIR (BRC, CNC, DCL, etc.)
- les responsables du développement rural (SDDR, CERP, ISRA, CNRA, SONACOS, SEIB, etc.)
- les responsables de l'hydraulique
- les bénéficiaires
- les partenaires au développement

## 6. planification annuelle et budgétaire

Activités	Années de réalisation	Nombre	Coût (en millions FCFA)
Mise en place une ligne de garantie pour le crédit	Mars 2003	1	
Introduction des variétés hâtives adaptées aux conditions climatiques locales	Janvier 2003 à décembre 2006	1	2
Construction de bassins de récupération et de rétention des eaux de pluies	Janvier 2003 à décembre 2006	6	30
Acquisition d'un tracteur communautaire	Janvier 2003 à décembre 2006	1	20
Création d'un comité inter villageois pour la commercialisation des produits agricoles	Décembre 2002	1	-
<b>TOTAL</b>			<b>52,0</b>

## **SOUS PROJET II : AMELIORATION DE LA PRODUCTION ANIMALE**

### **1. Justification**

L'élevage constitue la deuxième principale activité des populations en termes de temps et la première en termes de revenus générés. Néanmoins, les difficultés liées à l'alimentation et à l'abreuvement du bétail, l'insuffisance des infrastructures agropastorales, le développement des épizooties ainsi que le vol de bétail sont des contraintes dont les stratégies de réponse permettraient d'intensifier la production et d'améliorer la santé animale.

### **2. Objectif**

L'objectif visé est d'intensifier la production animale afin d'améliorer les conditions de vie des populations.

### **3. Activités**

Les activités à réaliser consistent à : (i) installer de petites unités de fabrication d'aliment de bétail, (ii) installer un dépôt de produits vétérinaires, (iii) construire des enclos communautaires et d'abreuvoirs, (iv) étendre et à généraliser la vaccination du cheptel, (v) mettre en place une ligne de crédit pour le financement de micro-projets d'embouche bovine et ovine et, (vi) à vulgariser l'insémination artificielle et l'amélioration des races locales.

### **4. Résultats attendus**

<b>Activités</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs</b>
Mise en place d'une ligne garantie de crédit	- Faciliter l'accès aux aliments de bétail en quantité et qualité suffisantes	- Voir agriculture
Installation d'unités de fabrication d'aliment de bétail	- Faciliter l'accès aux produits vétérinaires	
Installation d'un dépôt de produits vétérinaires	- Assurer la couverture vaccinale du cheptel	- 1 dépôt de produits vétérinaires a été construit
Généralisation des campagnes de vaccination	- Protéger le cheptel contre les épizooties	- chaque année l'ensemble du cheptel est vacciné
Construction d'enclos communautaire et d'abreuvoirs	- Réduire les vols de bétail - Faciliter l'abreuvement et la vaccination du bétail	- 52 enclos communautaires et 3 parcs à vaccination ont été construits
Vulgarisation de techniques d'insémination artificielle	- Accroître les productions animales (lait, viande, etc.)	
Formation d'auxiliaires vétérinaires	- Assurer la couverture vaccinale du cheptel - Protéger le cheptel contre les épizooties	- Six (6) auxiliaires vétérinaires ont été formés au niveau de la CR
Formation des producteurs en techniques d'embouche et de conservation du foin	- Rentabiliser le secteur de l'élevage - Assurer les disponibilités en foin	- L'ensemble des producteurs ont été formés
Introduction de cultures fourragères		- 1 000 ha sont cultivés chaque année

## 5. Acteurs

- le Conseil Rural
- le Comité de Concertation et de Gestion
- l'Opérateur Partenaire Privé
- les responsables du PNIR (BRC, CNC, DCL, etc.)
- les responsables du développement rural (SDDR, CERP, ISRA, CNRA, SONACOS, SEIB, etc.)
- les responsables des services vétérinaires
- les bénéficiaires
- les partenaires au développement

## 6. Planification annuelle et budgétaire

Activités	Périodes/Années de réalisation	Nombre	Coût (en millions FCFA)
Mise en place une ligne de crédit	Mars 2003	1	2
Installation unités fabrication aliments de bétail	Janvier 2003 à décembre 2006	6	36
Construction enclos communautaires et d'abreuvoirs	Janvier 2003 à décembre 2006	52	93,6
Construction d'abreuvoirs	Janvier 2003 à décembre 2006	5	2,25
Construction de parcs à vaccination	Janvier 2003 à décembre 2006	3	5,4
Vulgarisation de techniques d'insémination artificielle	Janvier 2003 à décembre 2006	nd	15
Introduction de cultures fourragères	Mars-avril 2003	6 (tonnes)	1,2
Installation d'un dépôt de produits vétérinaires	Janvier 2003 à décembre 2006	1	7
Formation d'auxiliaires vétérinaires	Janvier 2003 à décembre 2006	6	2,73
<b>TOTAL</b>			<b>164,1</b>

## **SOUS PROJET III : AMENAGEMENT DE L'ESPACE AGRO-PASTORAL**

### **2. Justification**

Les activités développées visent une intégration agropastorale. L'élevage est marqué par la pression foncière dont les conséquences se mesurent par la disparition ou le rétrécissement des zones de pâturage. Alors que, l'agriculture tributaire des variations bioclimatiques est confrontée à une baisse de la fertilité des sols résultants de la dégradation des terres de culture.

### **2. Objectifs**

Il s'agira de mettre en œuvre et de promouvoir des stratégies d'aménagement de l'espace en vue de rétablir l'équilibre des écosystèmes et les complémentarités entre milieux agraires et pastoraux à travers (i) l'aménagement des mares et marigots et (ii) la gestion intégrée des ressources naturelles (reboisement, régénération assistée des espèces ligneuses, brise vents, etc.).

### **2. Activités**

elles tiennent exclusivement à la délimitation de zones de pâturages et de parcours du bétail et la gestion des ressources naturelles.

### **2. Résultats attendus et indicateurs**

<b>Activités</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs</b>
Délimitation de zones de pâturages et de parcours du bétail	- Réduire la divagation du bétail - Faciliter la pâture du cheptel	- 6 zones de parcours et de pâturages ont été délimités dans la CR
Formation des relais villageois en techniques de gestion des ressources naturelles	- Assurer la gestion rationnelle des ressources naturelles - Lutter contre la dégradation des écosystèmes	- 104 relais villageois ont été formés sur les techniques de gestions des ressources naturelles
Installation d'une pépinière centrale		- Une (1) pépinière communautaire a été installée dans la CR
Installation de bois de village		- 52 bois de village ont été créés

### **2. Acteurs**

- le Conseil Rural
- le Comité de Concertation et de Gestion
- l'Opérateur Partenaire Privé
- les responsables du PNIR (BRC, CNC, DCL, etc.)
- les responsables du développement rural (SDDR, CERP, ISRA, CNRA)
- les responsables du service des eaux et forêts
- les groupements
- les populations
- les partenaires au développement

## 2. Planification annuelle et budgétaire

<b>Activités</b>	<b>Périodes/Années de réalisation</b>	<b>Nombre</b>	<b>Coût (en millions FCFA)</b>
Délimitation de zones de pâturages et de parcours du bétail	Janvier 2003	6	-
Installation d'une pépinière centrale	Janvier 2003 à décembre 2006	1	5
Installation de bois de village	Janvier 2005 à décembre 2006	52	104
<b>TOTAL</b>			<b>109,0</b>

## **SOUS PROJET IV : RENFORCEMENT DES SERVICES DE BASE**

### **2. Justification**

Dans la CR, l'incidence du processus de paupérisation se mesure par le faible accès aux services sociaux de base. La réalisation d'infrastructures communautaires de base dans les domaines de l'hydraulique rurale, les pistes rurales, l'électrification rurale, l'éducation et la santé devrait améliorer les indicateurs de développement humain de cette CR et soutenir par ailleurs, les efforts de développement local.

Dans le domaine de l'hydraulique, l'accès à l'eau potable est très faible voire marginal malgré l'existence de 3 forages fonctionnels. Les besoins des populations des zones non desservies par ces forages sont largement au-dessus du disponible compte tenu du tarissement des puits accentués par les difficultés d'exhaure.

Au plan sanitaire, malgré l'existence de 3 postes de santé et de 2 cases de santé fonctionnels, les populations de la CR éprouvent des difficultés d'accès aux soins de santé primaires. La léthargie de nombre de cases de santé (5 au total) exacerbe les problèmes de santé.

Alors que sur le plan de l'éducation, L'insuffisance des écoles, des classes et du personnel enseignant, les difficultés d'acquisition de fournitures scolaires et de matériels pédagogiques ainsi que l'éloignement des écoles traduisent le faible taux de scolarisation enregistré dans la CR (25,4% en 2000 dont 13,5% pour les garçons et 11,9% pour les filles).

Quant aux pistes et à l'électrification rurales, l'enclavement et la faible extension du réseau électrique dans la CR limitent considérablement le développement des activités économiques.

### **2. Objectifs**

Les objectifs de ce sous projet est de permettre un accès plus large des populations aux infrastructures socio-sanitaires de bases et l'émergence de micro entreprises locales susceptibles de réduire le chômage et corrélativement d'améliorer les conditions de vie des populations déjà si précaires.

### **2. Activités**

Les activités concernent :

#### **➤ Pour l'hydraulique rurale**

- Adduction d'eau potable dans les zones prioritaires :
  - Lambaye vers zone de Ndongol
  - Lambaye vers zone de Pougner
  - Thieppe vers villages alentours
  - Bambey vers zone de K. M. Sellé
  - Mékhé vers villages alentours
  - Mbadiane S. Awa vers Mbouso Ndir

- Mérina Diop et villages

- Construction des bassins de rétention des eaux de pluies,
- Récupération et/ou forage de puits

➤ **Pour les infrastructures sanitaires**

- Réhabilitation et équipement des infrastructures sanitaires existantes
- Recrutement et formation d'ASC
- Acquisition d'ambulances pour les PS
- Construction/réhabilitation et équipement de case de santé
- Construction et équipement de maternités rurales
- Dotation de médicaments aux postes et cases de santé
- Généralisation des latrines
- Création de comité salubrité
- Acquisition d'équipement d'assainissement pour les ASC

➤ **Pour les infrastructures scolaires**

- Construction d'écoles et de classes pour compléter les cycles
- Construction d'écoles maternelles ou de garderies d'enfants
- Construction d'écoles arabes
- Appui des écoles en matériels et fournitures scolaires
- Re dynamisation ou construction de cantines scolaires
- Développement des actions de sensibilisation des parents d'élèves
- Construction de clôtures dans les écoles
- Appui à la réfection du collège de Lambaye
- Construction de latrines au niveau des villages et/ou des ménages
- Dotation des écoles en matériels et fournitures scolaires
- Sensibilisation des populations
- Construction de toilettes dans les écoles
- Adduction d'eau dans les écoles

➤ **Pour les pistes et l'électrification rurale**

- Construction de pistes de production reliant :
  - Lambaye-Dangalma
  - Lambaye-Baba Garage (15 km),
  - Lambaye-Gawane (20 km),
  - Lambaye-Keur S. Kane (18 km)
- Electrification de la CR par l'extension du réseau de la SENELEC

## 2. Résultats attendus et indicateurs

Activités	Résultats attendus	Indicateurs
<b>1. Hydraulique rurale</b>		
Extension du réseau d'alimentation (adduction d'eau) en eau dans les autres zones	- Accroître les disponibilités en eau des populations et du bétail	- l'ensemble des villages ont été raccordés au réseau du forage
Construction des bassins de rétention des eaux de pluies	- Promouvoir l'agriculture irriguée	- 6 bassins de récupération et de rétention des eaux ont été installés
<b>2. Santé</b>		
Agrandissement et équipement des 3 postes de santé	- Accroître la capacité d'accueil du PS - Faciliter l'accès aux soins primaires	- 4 salles d'hospitalisation ont été construites au niveau de chaque PS - 1 lot d'équipement et de médicament ont été fournis aux PS
Construction et équipement de case de santé		- 12 cases de santé et maternités rurales équipées ont été construites
Construction et/ou réhabilitation des maternités rurales		
Dotation des structures sanitaires d'un personnel qualifié	- Assurer la couverture sanitaire des populations	- 24 ASC ont été recrutés et formés
Acquisition d'une ambulance		- une (1) Ambulance a été achetée pour les PS
Généralisation de latrines	- Réduire les risques de développement des maladies	- 331 latrines seront construites chaque année
<b>2. Education</b>		
Construction de classes pour compléter les cycles	- Accroître les taux de scolarisation - Améliorer la qualité de l'enseignement	- 9 classes ont été construites
Construction de cantines scolaires	- Améliorer les résultats scolaires	- 3 cantines ont été installées à Thieppe, Lambaye et Mékhé

Construction de classes d'alphabétisation	- Réduire le taux d'analphabétisme des populations	- 6 classes ont été construites au niveau des villages centres
Création de nouvelles écoles	- Accroître les taux de scolarisation	- 3 écoles ont été construites à Mbalmi, Ndiengue et Keur S. Gaye
Dotation des écoles en matériels et fournitures scolaires	- Accroître les taux de scolarisation - Amélioration la qualité de l'enseignement - Améliorer les résultats scolaires	- Toutes les écoles ont été dotées en matériels et fournitures scolaires
Construction de clôtures dans les écoles	- Réduire l'insécurité dans les écoles	- 11 écoles de la CR ont été clôturées
Construction de toilettes dans les écoles	- Améliorer le cadre de vie des élèves	- 11 écoles disposent de toilettes et de points d'eau aménagés
Adduction d'eau dans les écoles		
Construction de garderies d'enfants	- Développer le système éducatif	- 3 garderies d'enfants ont été construites à Lambaye, Thieppe et Mékhé
Construction d'écoles arabes		- 1 école arabe a été construite
Réfection du collège de Lambaye		- le collège de Lambaye a été réfectionné
Sensibilisation des populations	- Accroître le niveau de scolarisation des jeunes filles	- Des actions de sensibilisation ont été organisées au niveau des 52 villages
<b>3. Pistes et électrification rurales</b>		
Construction de pistes de production	- Faciliter la circulation des biens et des personnes	- Au total 60 km de pistes latéritiques ont été construites
Electrification de la CR par l'extension du réseau de la SENELEC	- Développer les activités économiques	- L'ensemble des 6 zones ont été électrifiées
Extension du réseau téléphonique	- Développer le réseau de communication	- 6 cabines téléphoniques (télécentres) ont été installés dans les zones

## 5. Acteurs

- le Conseil Rural
- le Comité de Concertation et de Gestion
- l'Opérateur Partenaire Privé
- les responsables du PNIR (BRC, CNC, DCL, etc.)
- les responsables de la SENELEC, de la SONATEL et de l'ASER
- les populations
- les partenaires au développement

## 6. Planification annuelle et budgétaire

### Hydraulique rurale

Activités	Périodes/Années de réalisation	Nombre	Coût (en millions FCFA)
Extension du réseau d'alimentation (adduction d'eau) en eau dans les autres zones	Septembre 2002 à décembre 2003	50 000 ml	250
Construction des bassins de rétention des eaux de pluies	Voir agriculture	6	Voir agriculture
Construction de bornes fontaines	Septembre 2002 à décembre 2003	52	18,72
<b>TOTAL</b>			<b>268,72</b>

### Santé

Activités	Périodes/Années de réalisation	Nombre	Coût (en millions FCFA)
Réhabilitation et équipement des 3 postes de santé de la CR	Janvier 2003 à décembre 2006	3	31,92
Construction et équipement des case de santé	Janvier 2003 à décembre 2006	12	127,68
Acquisition d'une ambulance	Janvier 2003 à décembre 2006	1	20
Construction de latrines	Janvier 2003 à décembre 2006	2 000	100
<b>TOTAL</b>			<b>279,6</b>

### Education

Activités	Périodes/Années de réalisation	Nombre	Coût (en millions FCFA)
Dotations des écoles en matériels et fournitures scolaires	Septembre à octobre 2002	11	4
Construction de classes	Janvier 2003 à décembre 2006	9	41,58
Construction de cantines scolaires	Janvier 2003 à décembre 2006	3	2,325
Création de nouvelles écoles	Janvier 2003 à décembre 2006	3	13,86
Construction de garderies d'enfants	Janvier 2003 à décembre 2006	3	64,2

Construction d'écoles arabes	Janvier 2003 à décembre 2006	1	4,62
Réfection collège de Lambaye	Janvier 2003 à décembre 2006	1	2
Construction de clôtures dans les écoles	Janvier 2003 à décembre 2006	5	10
Construction de toilettes dans les écoles	Janvier 2003 à décembre 2006	14	45,36
Adduction d'eau dans les écoles		14	43,4
<b>TOTAL</b>			<b>231,345</b>

#### Pistes et électrification rurales

<b>Activités</b>	<b>Périodes/Années de réalisation</b>	<b>Nombre</b>	<b>Coût (en millions FCFA)</b>
Construction de pistes de production	Septembre 2002 à décembre 2006	60 km	960
Acquisition de transformateurs H61 (MT, BT)	Janvier 2003 à décembre 2006	6	21
Extension du réseau de la SENELEC (ligne MT)	Janvier 2003 à décembre 2006	60 km	540
Extension du réseau de la SENELEC (ligne BT)	Janvier 2003 à décembre 2006	60 km	480
Installation de cabines téléphoniques (télé centres)	Janvier 2003 à décembre 2006	6	3
<b>TOTAL</b>			<b>2 004</b>

## **SOUS PROJET V :           RENFORCEMENT DES CAPACITES SOCIO-ECONOMIQUES**

### **1.     Justification**

Le niveau d’instruction des populations de la CR est très faible. Cette situation limite considérablement le potentiel de développement de la CR. A cela s’ajoute celui des Conseillers ruraux. Par ailleurs, le Conseil rural est caractérisé par la faiblesse des moyens qui indispose son fonctionnement.

### **2.     Objectifs**

Il vise à accroître les capacités de gestion et à promouvoir le développement d’activités innovatrices génératrices de revenus. Ce renforcement passera par la mise en œuvre d’activités d’alphabétisation et de formation technique, l’allègement des travaux des femmes, l’accès des promoteurs au crédit et la re dynamisation du Conseil rural.

### **3.     Activités**

Elles consistent à : (1) construire de centre polyvalent pour le renforcement des capacités des producteurs, des GPF, des GIE, des associations de jeunes et des artisans, (2) mettre en place une ligne de crédit leur permettant de disposer de moyens financiers nécessaires pour le développement de leurs activités, (3) acquérir des équipements d’allègement des travaux des femmes, (4) acquérir un véhicule de fonctionnement pour le CR et, (5) dégager un fonds de fonctionnement pour le CR.

### **4.     Résultats attendus et indicateurs**

<b>Activités</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs</b>
Construction d’un centre polyvalent	- Renforcer les capacités techniques et de gestion des promoteurs	- 1 centre polyvalent a été construit dans la CR
Mise en place d’une ligne de crédit pour les promoteurs	- Renforcer les moyens des promoteurs	- 10 millions de crédit ont été accordés aux différents promoteurs
Acquisition de moulins à mil	- Alléger les travaux des femmes - Renforcer les possibilités socio-économiques des femmes	- 10 moulins à mil ont été achetés
Acquisition d’une batteuse communautaire		- 1 batteuse communautaire a été achetée
Acquisition de moulin à patte d’arachide		- 6 moulins à patte d’arachide ont été achetées
Acquisition de presses à huile		- 16 presses à huile ont été achetées
Acquisition de décortiqueuses		- 6 décortiqueuses communautaires ont été achetées
Formation des Conseillers en gestion financière et des collectivités locales	- Renforcer les capacités techniques et de gestion des Conseillers ruraux	- 32 Conseillers ont été formés
Acquisition d’un véhicule de fonctionnement pour le CR	- Faciliter les conditions de travail des Conseillers ruraux	- 1 véhicule 4x4 a été acheté
Dotation d’un fonds de fonctionnement du CR		- un fonds de 5 millions a été dégagé

## 5. Acteurs

- le Conseil Rural
- le Comité de Concertation et de Gestion
- l'Opérateur Partenaire Privé
- les responsables du PNIR (BRC, CNC, DCL, etc.)
- les populations
- les partenaires au développement

## 6. Planification annuelle et budgétaire

Activités	Périodes/Années de réalisation	Nombre	Coût (en millions FCFA)
Construction d'un centre polyvalent	Janvier 2003 à décembre 2006	1	20
Acquisition de moulins à mil	Janvier 2003 à décembre 2006	6	18
Acquisition d'une batteuse communautaire	Janvier 2003 à décembre 2006	1	5
Acquisition de décortiqueuses	Janvier 2003 à décembre 2006	6	30
Acquisition de moulin à patte d'arachide	Janvier 2003 à décembre 2006	6	18
Acquisition de presses à huile	Janvier 2003 à décembre 2006	16	32
Mise en place d'une ligne de crédit pour les promoteurs	Janvier 2003 à décembre 2006	-	10
Acquisition d'un véhicule de fonctionnement pour le CR	Janvier 2003 à décembre 2006	1	16
Dotation d'un fonds de fonctionnement du CR	Janvier 2003 à décembre 2006	5	25
<b>TOTAL</b>			<b>174,0</b>

## **SOUS PROJET VI : PROMOTION DES ACTIVITES SOCIO-CULTURELLES : JEUNESSE, CULTURE ET SPORT**

### **1. Justification**

Dans la CR, les activités socioculturelles sont pratiquement inexistantes. L'exode rural des jeunes accentué par le chômage et le sous-emploi ruraux d'une part et le manque de structures socio-éducatives et culturelles constituent le véritable frein au développement des activités socioculturelles.

### **2. Objectifs**

Il vise à re dynamiser les activités socioculturelles à travers la promotion de la jeunesse, de la culture et du sport.

### **3. Activités**

Elles consistent à : (1) aménager et/ou à construire un terrain multi fonctionnel et à construire des foyers de jeunes dans la CR.

### **4. Résultats attendus et indicateurs**

<b>Activités</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs</b>
Aménager et/ou construire un terrain multi fonctionnel	- Promouvoir les activités socioculturelles ou de jeunesse - Renforcer les capacités jeunes et des femmes	- 1 terrain multi fonctionnel a été construit à Tocky
Construire et équiper des foyers de jeunes dotés de centre de lecture		- 6 foyers de jeunes équipés et dotés d'un centre de lecture ont été construits
Extension du foyer des femmes de Lambaye		- le foyer des femmes de Lambaye a été réfectionné
Acquisition d'équipement d'assainissement	- Lutter contre l'insalubrité	- Les ASC ont été dotées en équipement d'assainissement

### **5. Acteurs**

- le Conseil Rural
- le Comité de Concertation et de Gestion
- l'Opérateur Partenaire Privé
- les responsables du PNIR (BRC, CNC, DCL, etc.)
- les jeunes
- les partenaires au développement

## 6. Planification annuelle et budgétaire

<b>Activités</b>	<b>Périodes/Années de réalisation</b>	<b>Nombre</b>	<b>Coût (en millions FCFA)</b>
Aménager et/ou construire un terrain multi fonctionnel	Janvier 2003 à décembre 2006	1	10
Construire et équiper des foyers de jeunes dotés de centre de lecture	Janvier 2003 à décembre 2006	6	68,64
Extension du foyer des femmes de Lambaye	Janvier 2003 à décembre 2006	1	11,44
Acquisition d'équipement d'assainissement	Janvier 2003 à décembre 2006	-	5
<b>TOTAL</b>			<b>95,08</b>